

REGARD

REVUE FRANCOPHONE DE ROUMANIE

www.regard.ro



SOCIETE

Intégrer l'intégrité

ECONOMIE

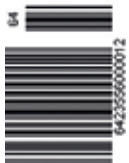
Dépenser pour avancer ?

CULTURE

Filante et lumineuse

Enquête sur **LA POLICE**

Regard 64
15 mars - 15 mai 2014
12 lei



NOUVELLE RUBRIQUE : HORS FRONTIERES

Station de traitement et de production d'eau potable Arcuda



AU SERVICE DE LA COMMUNAUTÉ DEPUIS PLUS D'UN SIÈCLE



Regard 64 15 mars - 15 mai 2014

INFOS

Regard grandit. Plus de pages, davantage de reportages en Roumanie et au-delà des frontières, une nouvelle maquette. L'an passé, nous avons rénové notre site (www.regard.ro), et amélioré la distribution de la revue qui est disponible sur l'ensemble du pays et dans de nombreux lieux à Bucarest, en supplément des kiosques Relay Inmedio et des abonnements. Quant à la rédaction, elle comprend désormais autant de journalistes français que roumains francophones. Des journalistes qui savent observer sans juger, écoutent, sentent les réalités avec humilité et clairvoyance. Parce qu'être le plus objectif possible, c'est possible, la noblesse de ce métier est là : transcrire la complexité du monde de façon limpide, précise et juste. Sans fioritures, sans élans lyriques, sans la prétention de se croire écrivain. Etre journaliste, point barre. Alors que les plateformes de l'expression instantanée ont envahi nos espaces, que les regards subjectifs pullulent sans prendre le temps d'analyser vraiment, sans prendre le temps de se demander si ça vaut la peine d'écrire, la place au grand reportage, au grand entretien nous semble plus que jamais nécessaire. La place au temps, à la respiration, comme l'écrit si joliment mon amie et collègue Isabelle Wesselingh dans sa chronique page 19. Peut-être que ce besoin de recul ira-t-il en s'amplifiant. Les supports à la périodicité longue, bien édités, semblent prendre un nouvel essor. *Regard* s'inscrit évidemment dans cette démarche. Ceci étant, la presse écrite dans son ensemble ne se porte pas bien, ici et ailleurs. Car elle est face à plusieurs dilemmes : proposer un média gratuit ou payant ? Etre toujours plus interactif et embrasser le rythme effréné imposé par les réseaux sociaux ou temporiser ? Abandonner le format papier ou le garder ? Intégrer davantage les commentaires et vidéos du public ou les différencier clairement des articles ? Sans doute faudrait-il reprendre les choses à la base, redonner du sens à ce que l'on diffuse, et surtout, ne pas oublier l'essentiel : trop d'infos tue l'info.

Laurent Couderc

RENCONTRE

Ștefan Bănică 4

SOCIETE

Le mot des parents 8
Un maillon fort 12
Intégrer l'intégrité 16

A LA UNE

Enquête sur la police 24

ECONOMIE

Dépenser pour avancer ? 38
Le mode binôme 40
Energie à bout 46

HORS FRONTIERES

Bienvenue à Tiraspol 50
Entretien avec le politologue Jérôme Heurtaux à Tunis 55
Plovdiv en plein art 58

CULTURE

Filante et lumineuse 62
Bel espace 66
Shakespeare version Est 70

Couverture : Sorina Vasilescu



Souriant, détendu, Ștefan Bănică répond avec aisance et sérieux aux questions. Lui qui donne rarement des interviews, cette fois-ci l'exercice ne semble pas lui déplaire. A condition qu'on parle de « vraies choses » ; et il en a à dire.

Ștefan Bănică est sans doute l'artiste roumain le plus populaire, très aimé d'un public fidèle. Ses concerts font salle comble depuis des années. Mais il est d'abord acteur, et surtout un comédien de théâtre qui a joué les plus grands classiques, de Shakespeare à Tchekhov. Au Théâtre de la comédie (Teatrul de comedie), il interprète Khlestakov dans *Revizorul* (Le réviseur), de Nicolas Gogol, et Trigorin dans *Pescărușul* (La mouette), de Anton Tchekhov, une première au Théâtre de la comédie depuis 2013. Des rôles taillés sur mesure, où l'on découvre un comédien sensible et très juste.

HOMME de scène

Regard : Comment vous définissez-vous ? Acteur, chanteur ?

Ștefan Bănică : Je suis avant tout acteur, j'ai terminé la faculté de théâtre en 1990 après quatre années d'études. A l'époque, nous n'étions que huit étudiants par promotion, je fais partie de la première génération dite libre. Car jusqu'en 1990, une loi obligeait de faire des stages en province pendant trois ans après avoir terminé la faculté. Le côté positif de ce modèle est que tous les jeunes comédiens jouaient beaucoup, dans tous les théâtres du pays. Jusqu'à ce qu'une opportunité permette à certains d'entre eux de monter sur les planches des grandes scènes de Bucarest, ce que nous espérions tous, et de côtoyer des acteurs et des metteurs en scène de renom. Après 1990, ces stages en province ne furent plus obligatoires, j'ai donc pu directement me présenter aux concours pour être embauché dans les théâtres bucarestois. Aujourd'hui, cela fait vingt-quatre ans que je suis comédien de théâtre ; ces onze dernières années, je joue au Théâtre de la comédie (Teatrul de comedie, ndlr). Mais j'ai d'abord commencé au théâtre Bulandra pendant environ treize ans, où mon père a joué ; il fut et reste un très grand comédien de ce pays. Au théâtre Bulandra, j'ai connu des metteurs en scène extraordinai-

res, tels Liviu Ciulei. Sous sa direction, j'ai notamment joué Démétrius dans *Songe d'une nuit d'été* de Shakespeare, Melchior dans *L'éveil du printemps* de Wedekind, et Laertes dans *Hamlet*.

Votre passion pour la musique s'est développée de façon parallèle à votre carrière de comédien ?

Oui, en quelque sorte. Mais au début des années 1990, le public avait du mal à accepter un acteur « total » sur le modèle occidental qui, en dehors du cinéma et du théâtre, pouvait aussi chanter dans un groupe, jouer dans un musical, etc. Il ne pouvait pas le « fixer » dans un registre clair. La comédie, faire de la revue théâtrale, du divertissement, c'était accepté. Mais venir avec ses propres compositions musicales et espérer arriver au top, c'était étrange. Alors que de mon côté, j'ai été très vite attiré par des artistes comme Barbara Streisand, actrice fabuleuse mais également grande chanteuse, ou bien Frank Sinatra, Dean Martin. Selon moi, être acteur est la base de toutes les autres branches artistiques. De fait, je conçois mes concerts comme des structures théâtrales. Au commencement de ma carrière, ces idées préconçues du public m'ont affecté, mais ensuite, cela n'a plus été un problème. Le déclic

s'est produit à partir de 2000. Je me suis alors dit que je devais faire les choses comme j'en avais envie, sans trop me poser de questions. Aujourd'hui, j'ai composé et chanté plus de 100 morceaux, et j'ai sorti quinze disques d'auteur. Au début, j'étais très attiré par les années 1950, le rock'n'roll classique, de Bill Haley à Elvis Presley, Jerry Lee Lewis, en passant par Chuck Berry. Ma musique reste influencée par l'esprit rock'n'roll, mais avec le temps, je la définirai désormais plutôt comme du pop-rock, un pop-rock qui garde une influence rock'n'roll.

Comment êtes-vous devenu populaire ?

Suite à un film sur l'adolescence, *Les lycéens* (Liceenii, ndlr), sorti en 1986. Ce film a eu un succès énorme, c'est devenu un phénomène social pour les jeunes des années 1980 en Roumanie. C'était très étrange, car je vivais comme tout le monde, dans un appartement de deux pièces sans chauffage ; les années 1980 furent les plus dures du régime communiste. Mais être très connu à 18 ans fut pour moi un grand pas. Car comme j'étais au début de ma carrière, je risquais, en tant que comédien, de rester dans l'ombre de mon père, Ștefan Bănică, un acteur extrêmement populaire. Non seulement je porte le même

nom que lui, mais il fut très difficile pour moi de me faire entendre. Grâce à ce film donc, j'ai enfin pu me faire connaître, ce fut mon certificat de naissance artistique aux yeux de ma génération. Je suis devenu Ștefan Bănică junior, je n'étais plus le fils de Ștefan Bănică.

« Je suis attaché à la Roumanie, j'en suis fier, et je voudrais qu'elle soit mieux respectée à l'étranger, et pas seulement jugée, trop souvent, malheureusement, sur des apparences

Quel souvenir avez-vous des années 1990 ?

J'ai fait beaucoup de choses très diverses. J'ai notamment formé un couple d'artistes avec ma collègue actrice Emilia Popescu dans des shows télé de divertissement, où l'on caricaturait toutes sortes de personnages réels ou inventés. On dansait, on chantait sur le modèle du spectacle de revue roumain, mais aussi du cabaret. Ce couple a duré dix ans sur le petit écran, et il continue au théâtre, où nous avons toujours du plaisir à jouer ensemble. De façon parallèle, j'ai poursuivi ma carrière de comédien et j'ai continué les concerts. Aujourd'hui, en tant que comédien de théâtre, j'avoue que je me sens comblé. Après cette expérience fabuleuse avec Liviu Ciulei, l'un des plus grands metteurs en scène au monde, j'ai eu la chance d'interpréter les personnages que tout comédien souhaite jouer : Feste, le bouffon dans *La douzième nuit* de Shakespeare, Billy Flynn dans le musical *Chicago*, Khlestakov dans *Le réviseur*, pièce que je joue depuis sept ans au Théâtre de la comédie, puis Trigorin dans *La mouette* de Anton Tchekhov. Et surtout, la pièce qui fut pour moi sans doute la plus importante, *Qui a peur de Virginia Wolf ?* d'Edward Albee, où j'ai interprété George, rôle joué par Richard Burton dans le célèbre film éponyme.

Et le cinéma ?

J'ai des propositions intéressantes, j'attends qu'elles se concrétisent cette

année. En Roumanie, il y a deux types de films : ceux qui sont pour l'export, et ceux pour « usage interne ». Parmi les cinéastes qui ont réussi à l'étranger, j'apprécie particulièrement Cristian Mungiu.

Revenons à la musique, aujourd'hui vos concerts font salle comble, notamment ceux que vous organisez au moment de Noël, où il vous faut parfois rajouter des soirs...

Cela fait effectivement treize ans que je me produis à Sala Palatului, la plus grande salle de spectacle du pays. En 2008, nous avons joué sept soirs d'affilée, un record national, devant plus de 30.000 spectateurs qui ont payé leur place. Au total, j'ai fait 51 concerts de Noël « sold out ». A ce sujet, je voudrais souligner qu'en Roumanie, il y a un déséquilibre entre les concerts gratuits en plein air et les concerts payants. Indifféremment du prix des places, je trouve qu'il est normal de payer pour voir un artiste sur scène, c'est une question de respect. A Paris, il y a quelques années, je me rappelle que seules deux manifestations gratuites en plein air étaient autorisées chaque année, seulement deux. Ici, les concerts gratuits sont trop nombreux, et on fait croire au public que c'est normal. Mais cela ne l'est pas, on est rentré dans un cercle vicieux. Me concernant, je suis privilégié car les gens paient pour voir mes concerts, comme c'est le cas dans n'importe quel pays civilisé. Mais je me dois de soulever ce problème, de tirer le signal d'alarme.

Comment faites-vous pour durer ? On ressent beaucoup d'amour entre vous et votre public...

Je crois que cela est dû en partie à mon « héritage familial ». Mon père était très aimé et il m'a appris à respecter mon travail et le public. A partir du moment où vous respectez votre public, vous vous respectez vous-même. Pour moi, être sur scène veut dire donner des émotions. C'est l'essence de ma profession. Et j'ai la chance d'avoir un public très varié, qui va des enfants aux grands-parents. Je ressens une grande joie quand je vois des milliers de personnes qui chantent avec nous, ceux qui sont sur scène, indépendamment de leur âge.



Je voudrais revenir sur votre popularité, pourquoi donnez-vous très peu d'interviews à la presse ?

Tout simplement parce que l'image de la presse en Roumanie, aux yeux du grand public, est celle d'une presse à scandales, le modèle tabloïd étant promu de façon excessive notamment par les télévisions. Je n'aime pas parler de ma vie personnelle car selon moi, un artiste a de la valeur en fonction de ce qu'il fait sur scène, pas à la maison. Et pas en faisant un petit cirque de sa vie personnelle. Malheureusement, la plupart des chaînes de télévision ne sont intéressées que par ça, ceux qui y travaillent sont médiocres et n'ont



Ștefan Bănică dans *Le réviseur* (Revizorul) de Nicolas Gogol, au Théâtre de la comédie (Teatrul de comedie) à Bucarest.

même pas de qualification claire. De plus, ma responsabilité en tant que père est de montrer à mes enfants qu'il existe d'autres options, des gens intéressants, talentueux, qui ne sont pas uniquement obsédés par l'audimat. Ils pourront alors choisir librement ce qu'ils veulent lire ou regarder.

Que pensez-vous de la jeunesse roumaine actuelle ?

Chaque nouvelle génération est un pas en avant, et nous avons en Roumanie des jeunes très talentueux. Ceci dit, il existe le risque que beaucoup d'entre eux se perdent s'ils n'arrivent pas à discerner ce qui est bien dans la quantité

énorme d'informations qu'Internet leur propose aujourd'hui. Avant, sous le communisme, trouver un livre, un film ou un disque qui ne servait pas l'idéologie du parti n'était pas simple, mais cela donnait de la valeur à l'objet et à l'œuvre. Il ne s'agit pas de revenir en arrière, évidemment pas, mais actuellement, il n'est pas étonnant que ces jeunes, perdus face au nombre étourdissant de médiocrités qui les entourent, se tournent vers de mauvais modèles. Mais je suis certain que la nouvelle génération aura enfin son mot à dire pour le futur de notre pays. J'ajouterai que la Roumanie est un pays magnifique. J'y suis attaché, j'en suis fier, et je voudrais qu'il soit mieux respecté à l'étranger, et pas

seulement jugé, trop souvent, malheureusement, sur des apparences.

Vous avez encore des rêves ?

Evidemment. Mais avec l'âge, j'ai appris à apprécier les choses vraiment importantes. J'ai accompli mes rêves d'enfance. J'ai la chance de pouvoir vivre de ma passion, un métier que j'aurais fait même gratuitement, et j'ai deux enfants merveilleux. Et quand le public part ému de l'un de mes spectacles, que ce soit un concert ou une pièce de théâtre, j'ai de nouveau réalisé mon rêve.

Propos recueillis par Laurent Couderc.
Photo quatrième page : Adrian Stoicoviciu

Alors que chaque nouveau ministre de l'Education se fait une fierté d'engager de nouvelles réformes dans l'espoir de redorer le blason de l'enseignement, rien n'y fait. Selon le dernier sondage de l'Institut roumain d'évaluation et de stratégie datant de 2011, 61% des Roumains se disent totalement déçus par le système éducatif. Les résultats scolaires des enfants ne font qu'enfoncer le clou : en 2013, 45% des lycéens ont raté leur baccalauréat, et 23% des élèves n'ont pas eu leur examen d'entrée au lycée. Les parents accusent la lourdeur des programmes, les classes surchargées, et le niveau de formation des professeurs, dont la rémunération est l'une des plus faibles de la fonction publique. Ce qui a récemment provoqué plusieurs affaires de pots-de-vin.

LE MOT DES PARENTS



Bogdana Dobre et Radu Popescu (photo du haut), parents de trois jeunes enfants, dont l'aînée est en CE2 :

« On ne peut plus faire confiance à un système d'enseignement non viable, qui tue la curiosité de nos enfants et privilégie le « par cœur ». L'école roumaine est vieille, elle manque à sa vocation et ne répond plus aux exigences de la vie moderne. Pour changer ce système, il faudrait changer les mentalités, à commencer par celles des parents. Rien que dans la classe de notre fille, il y en a pas mal qui réclament davantage de devoirs. Trop de parents veulent occuper leurs enfants à tout prix, du coup ils cherchent à surcharger un calendrier hebdomadaire déjà complet. Désormais, nous n'excluons pas la possibilité de mettre nos enfants dans une école privée, ou qui suive le modèle occidental. »



Mihaela et Petre-Bogdan Biban, parents d'un lycéen en seconde :

« Le programme scolaire est trop chargé, trop technique, le nombre de disciplines trop grand. Alors les professeurs comptent sur les parents pour aider les enfants dans leur travail scolaire. Chez nous, toute la famille s'y met, même la grand-mère corrige les devoirs d'histoire et de géographie. Notre fils a de bons résultats, mais nous souhaiterions que les professeurs changent un peu d'attitude en classe. Bien que mal payés, ils n'ont pas le droit de se venger sur des enfants qui finissent par être démotivés. »

Oana Șerban, divorcée et mère d'un garçon en CM1 :

« J'ai décidé d'inscrire mon enfant à une école publique parce que je ne fais pas confiance à l'enseignement privé en Roumanie, où la plupart des élèves sont issus de familles de nouveaux riches. Et en l'absence d'un budget sur mesure, je trouve normal que l'école fasse appel aux parents pour offrir aux enfants de meilleures conditions d'enseignement : des salles de classe joliment décorées, des manuels neufs, des activités extrascolaires, etc. Mon enfant se dit heureux de se rendre à l'école, et malgré un programme parfois chargé, il lui reste le temps de prendre des cours de judo et d'anglais. C'est plutôt le collège qui m'inquiète. Notre système d'éducation privilégie les notes au détriment des compétences et des passions de l'enfant. L'admission au lycée se fait à partir d'une moyenne calculée sur la base des notes obtenues durant les quatre années de collège, ainsi que sur le résultat d'une évaluation nationale à la fin du collège. L'enfant est contraint de faire la chasse aux bonnes notes. »



Nicoleta et Ion Gheorghe, parents de deux enfants à l'école primaire :

« L'école se focalise sur les meilleurs élèves, la pression de la performance s'avère toujours plus forte. Et il suffit de passer en revue le nombre impressionnant de manuels et de livres de préparation supplémentaire qui rendent les cartables très volumineux pour comprendre que le système privilégie la quantité au détriment de la qualité. Pour nous, les parents, il serait plus important que nos enfants maîtrisent l'écriture, la lecture, le calcul et les autres compétences de base que d'apprendre autant de choses compliquées. Et on voudrait que l'école aide nos enfants à devenir plus indépendants. »



Propos recueillis par Ioana Stăncescu.
Photos : Mihai Barbu

ELECTIONS EUROPEENNES

71% des Roumains savent que les députés européens sont élus par vote direct, et 49% font confiance au Parlement communautaire, selon les résultats du dernier Eurobaromètre publiés le 25 février. De leur côté, les acteurs politiques autochtones ont défini leur position en vue des élections européennes qui auront lieu le 25 mai. A gauche (si l'on peut dire), la situation est claire (plus ou moins) puisqu'il n'y a que l'Union sociale démocrate-USD (composée du Parti social démocrate-PSD, du Parti conservateur-PC, et de l'Union nationale pour le progrès de la Roumanie-UNPR) qui défend la social-démocratie (en quelque sorte). A droite par contre (là encore, s'il s'agit bien de droite), la compétition s'annonce rude entre le Parti national libéral-PNL, récemment divorcé du PSD, le Parti démocrate libéral (PDL), qui revendique l'héritage du gouvernement Boc, et les nouveaux venus : la Force civique (FC, présidée par l'ancien Premier ministre Mihai Răzvan Ungureanu), et le Parti du mouvement populaire (PMP, créé à l'initiative du président Traian Băsescu). Chacun de ces quatre partis se déclare comme étant le seul vrai représentant de l'idéologie libé-

rale. En ce qui concerne les intentions de vote, un sondage de l'institut INSCOP, rendu public le 9 février dernier, donne 37,1% des intentions de vote pour l'alliance USD, 20,1% pour le PNL, et 17,5% pour le PDL. L'UDMR (parti de la minorité hongroise, allié de l'USD) obtiendrait 4,75 des voix, et le PP-DD (le parti populiste de Dan Diaconescu), 4,6%. Quant au taux de participation, il reste incertain mais risque d'être faible vu les récentes manœuvres purement politiciennes, et l'absence quasi totale de discours sur l'avenir de la Roumanie dans l'Europe, ou de programme ayant une dimension européenne. R.R. Photo : D.R.



Le Parlement européen à Strasbourg.

L'Arc revit

Depuis fin février, l'Arc de triomphe de Bucarest qui domine les grands boulevards du nord de la Capitale est en train d'être restauré et consolidé, et ce pour la première fois. 30 millions d'euros ont été débloqués pour l'opération, 23 millions venant de subventions européennes, 7 millions des autorités locales. L'objectif est que tout soit terminé dans moins de deux ans. Après les travaux, l'Arc entrera enfin dans le circuit touristique de Bucarest. Jusqu'à présent, vu la fragilité du monument, il n'est pas possible de monter sur la plateforme du sommet. Ouvert occasionnellement pendant les journées du patrimoine, ou pour la Fête nationale du 1er décembre, il fut érigé une première fois en bois lorsque la Roumanie a proclamé son indépendance, en 1878. L'Arc de triomphe actuel, inauguré en 1936, est en granit, de style classique, sur le modèle de l'Arc de triomphe de Paris. D.C. Photo : Mediafax



10ème anniversaire du Samusocial de Roumanie

Depuis dix ans en Roumanie, le Samusocial vient en aide aux plus démunis de Bucarest. Sa principale mission : sauver des personnes sans-abri en situation d'extrême précarité, les aider à recouvrer leur identité et à entamer une réinsertion. Le bilan, en quelques chiffres : 43.660 consultations médicales, 38.587 séances d'accompagnement social, 2800 consultations psychologiques, 4925 adultes sans domicile fixe (SDF) aidés. « L'important, c'est d'avoir réussi à attirer l'attention des autorités sur l'existence de ces SDFs, et sur les difficultés auxquelles ils sont confrontés », affirme Sabina Nicolae, directrice du Samusocial de Roumanie. Le pays consacre moins de 9% de son Produit intérieur brut à l'assistance sociale, alors que la moyenne européenne est à environ 12%. A.P. Photo : Mediafax



SENTIMENTS SUR L'UE

Les Roumains comptent parmi les Européens les plus optimistes en ce qui concerne l'avenir de l'Union européenne (UE). Avec 63% de taux de confiance, ils occupent la huitième place parmi les 28 Etats membres (Eurobaromètre du 25 février). Les plus optimistes sont les Danois (75%) et les Irlandais (67%). 49% des Roumains font confiance au Parlement européen, et 47% à la Commission européenne. Pourtant, seulement 56% se sentent réellement européens, soit beaucoup moins que les Luxembourgeois (85%). Car ils tiennent l'UE pour responsable des conséquences de la politique d'austérité (63%), même si 64% croient que c'est cette même UE qui pourra aider à la création d'emplois. R.R.

CONSEIL AUX ENTREPRISES



POUR INVESTIR DANS VOTRE CROISSANCE VOUS AVEZ UNE EQUIPE TOUT TROUVEE

VOTRE BANQUE. VOTRE EQUIPE



GRUPE SOCIETE GENERALE

WWW.BRD.RO

UN MAILLON FORT

Elle revient de Bulgarie et s’apprête à partir pour la république de Moldavie ; l’agenda de Mariama Diallo est bien rempli. Mais la jeune femme trouve toutefois un moment pour expliquer en quoi consiste sa mission, en tant qu’attachée de coopération régionale pour les droits de l’enfant. Une mission pour laquelle elle ne compte pas ses heures.



Regard : Quelle est la spécificité de votre fonction ?

Mariama Diallo : Je dépends du ministère français des Affaires étrangères, et bien que je sois basée à Bucarest, je travaille pour les trois ambassadeurs de France des trois pays que je couvre : la Bulgarie, la république de Moldavie et la Roumanie. Il n’existe que deux autres postes similaires dans le réseau diplomatique français, un à Khartoum et l’autre à Kinshasa. Ce poste a été créé en 2008,

suite à l’assistance technique fournie à la Roumanie depuis 2001 auprès de l’ANPDC (Autorité nationale pour la protection des droits de l’enfant, ndlr) pour l’élaboration de la loi relative à la protection de l’enfance. Je l’occupe depuis septembre 2011.

Quels sont vos objectifs ?

Contribuer à développer la mise en œuvre des droits de l’enfant dans la zone. Cela passe par différents modes d’actions : faciliter la mise en relation

des différents acteurs dans ce domaine, aussi bien du côté des Etats que du côté des organisations non gouvernementales ; favoriser la formation des professionnels amenés à travailler avec des enfants ; mobiliser des fonds pour soutenir des initiatives... En fait, je passe mon temps à mettre en lien des personnes, à tous les niveaux, pour qu’elles travaillent ensemble.

Par quoi avez-vous commencé ?

Quand je suis arrivée, il y avait un gros

projet qui arrivait sur sa fin, PROCO-PIL, et que je devais suivre. Ce dernier a notamment permis de fédérer les associations locales en réseaux, simplifiant les relations avec les interlocuteurs gouvernementaux. Il existe donc dorénavant la Fédération roumaine des ONGs pour la protection de l’enfance, le Réseau national bulgare pour l’enfance, et l’Alliance moldave des ONGs pour la protection sociale de l’enfance et de la famille. C’est une avancée en soi, car cela donne à ces réseaux plus de poids dans la défense de leur cause, structure un peu mieux leurs actions, permet des échanges d’expériences...

« *La priorité doit être donnée à la justice des mineurs, et à l’inclusion des enfants ayant des besoins spécifiques, physiques et/ou psychologiques*

Car face à une quasi-absence des Etats dans ce domaine, le risque est que les associations fassent un peu tout et n’importe quoi ; et encouragent malgré elles les Etats à continuer de se désengager. Ce projet a contribué à rapprocher les uns et les autres, à les faire travailler ensemble. Il a aussi permis la formation de 700 professionnels du domaine de l’enfance dans les trois pays, et la création de 80 projets sociaux. Son succès est tel qu’un projet d’élargissement est en cours vers l’Ukraine, l’Arménie et la Géorgie.

Quelles sont les principales problématiques de la région ?

Elles sont, hélas, universelles : l’accès à l’éducation de tous les enfants sans discrimination, la santé maternelle et infantile là où le taux de mortalité en dessous de 5 ans reste très élevé, la prévention de la traite des mineurs, la situation des enfants délaissés par leurs parents qui partent à l’étranger... Mais il y a ici une particularité, due au contexte historique : le sujet de la protection de l’enfance était totalement inconnu jusqu’au début des années 1990. De nombreuses organisations internationales sont venues en urgence y remédier ; mais maintenant, c’est différent. Ce ne sont pas des pays en voie de développement...

La Bulgarie s’est dotée en 2000 d’une loi sur la protection de l’enfance, la Roumanie en 2004, la république de Moldavie en 2003. La préoccupation principale à l’époque concernait la « désinstitutionnalisation » des enfants. Aujourd’hui, il y a plus encore à faire. L’instabilité politique, le changement fréquent de nos interlocuteurs, les difficultés économiques, certaines réticences à surmonter... tout cela complique les choses, bien qu’il y ait aussi une réelle volonté d’aller de l’avant.

Quel exemple concret pouvez-vous nous donner ?

L’un des derniers projets en date concerne la justice des mineurs, qui souffre de grandes lacunes dans la région. C’est le projet AUDIS, visant à améliorer les conditions d’audition des mineurs, aussi bien victimes, auteurs, que témoins d’infractions. Après avoir mis en lien tous les acteurs institutionnels et associatifs concernés des trois pays – ministères de l’Intérieur, de la Justice, de la protection sociale, ONGs – et en trouvant des partenaires – dont la fédération associative française la Voix de l’enfant et le Centre national français de formation de la police judiciaire – nous allons pouvoir inaugurer en avril deux salles-pilotes, une à Craiova, l’autre à Cluj, pour que policiers, magistrats, travailleurs sociaux et psychologues puissent collaborer de manière interdisciplinaire.

« *J’apprécie tout particulièrement les guides pratiques réalisés pour sensibiliser les parents à la naissance de leur enfant. Il me semble qu’on fait là de la prévention à la source, et qu’en les informant sur les différents risques, on les arme pour le protéger au mieux*

Les mineurs pourront y être auditionnés dans des conditions respectueuses de leurs droits, de leur sécurité, avec une vitre sans tain par exemple, par du personnel qualifié, compétent et formé. Je peux aussi vous montrer là en exclusivité un guide qui vient d’être publié (et qu’elle montre

effectivement, ndlr), de prévention de la traite des mineurs dans les communautés roms. Il a été élaboré sous la supervision de la Commission nationale de lutte contre le trafic humain bulgare, par des travailleurs sociaux de la région de Varna. Ce sont eux les mieux placés pour savoir ce qui expose un enfant à cette menace. Il me tient à cœur de promouvoir l’expertise locale qui est sans doute mieux adaptée, et d’en faire profiter les deux autres pays par des échanges, des partages d’expériences, des formations communes. Ainsi, il est prévu de faire traduire ce guide en roumain.

Etes-vous sensible à un projet en particulier ?

Tous m’intéressent, mais je dois dire que j’apprécie tout particulièrement les guides pratiques réalisés pour sensibiliser les parents à la naissance de leur enfant. Il me semble qu’on fait là de la prévention à la source, et qu’en les informant sur les différents risques, on les arme pour le protéger au mieux. Ce qui me satisfait aussi, c’est quand une initiative que nous avons soutenue au départ est poursuivie par les autorités locales, des municipalités par exemple, qui se l’approprient. Cela signifie que nous avons bien joué notre rôle de levier, et que l’action sera pérenne. C’est le cas par exemple d’un café des parents dans une école de Câmpia Turzii, près de Cluj. L’objectif est d’impliquer les parents dans la vie éducative de leur enfant, la mairie envisage même d’intégrer cette activité dans son budget municipal.

Votre mission se termine l’été prochain. Quels chantiers laisserez-vous ?

Selon moi, la priorité doit être donnée par la suite à la justice des mineurs dont j’ai parlée, et à l’inclusion des enfants ayant des besoins spécifiques, physiques et/ou psychologiques. Il y a énormément d’enfants en situation de handicap qui ne vont pas à l’école par exemple, et donc beaucoup d’initiatives à développer et de mentalités à défier pour y remédier.

Propos recueillis par Béatrice Aguetant.
Photo : Mihai Barbu

CIMENT DE L'ESPOIR

Les célébrations du Mărțișor ont ouvert la saison des chantiers pour l'association Habitat for Humanity. Objectif : réhabiliter des logements délabrés, rénover des bâtiments communautaires, bâtir des maisons pour des familles dans le besoin.

« **EN PARTANT DU PRINCIPE QU'UN logement décent peut éradiquer la pauvreté, nous avons déjà aidé 16.000 bénéficiaires** », explique Adrian Olteanu, coordinateur des volontaires. Originaire des Etats-Unis, Habitat for Humanity s'est implantée en Roumanie en 1996, et a désormais sept filiales dans le pays, avec une quarantaine d'employés au total. Mais la main-d'œuvre est principalement composée de volontaires qui viennent du monde entier, donner une semaine de leur temps, et de leur poche. « Ce sont des groupes de 8 à plus de 50 personnes qui viennent à titre personnel, ou via une école, une église, une université... D'autres sont envoyés par leur entreprise qui voit là un moyen d'avoir une démarche sociale et de faire du « team building ». Un employé se retrouve à expliquer à son patron comment monter un mur, cela crée des liens... ».

Les bénéficiaires participent également à la construction de leur maison ; un certain nombre d'heures de travail leur est demandé afin de tester leur motivation.

« **Un employé se retrouve à expliquer à son patron comment monter un mur, cela crée des liens**

Habitat for Humanity leur alloue un prêt sans intérêt qu'ils ont 20 ans pour rembourser. « Ce n'est pas de la charité, nous faisons en sorte de leur redonner leur dignité », ajoute Adrian Olteanu. Et chacun y gagne : les volontaires partagent une belle expérience autour d'un projet commun fédérateur, à la rencontre de communautés

différentes qui, de leur côté, voient leur horizon s'ouvrir.

Expatriée canadienne, Edith Dandenault a participé avec sa famille à un chantier à Vizurești : « Nous avons particulièrement apprécié de pouvoir apporter une aide très concrète, et immédiate. Avec une activité manuelle comme construire les sanitaires d'une école, on voit tout de suite l'effet de son action. Nos enfants ont vu qu'il ne s'agit pas d'avoir pitié ; qu'avec un petit coup de pouce, on peut vraiment changer les choses. » Depuis, la famille y est retournée, notamment pour apporter des colis à Noël. Adrian Olteanu conclut : « On ne construit pas seulement des maisons, on construit des liens humains et on redonne de l'espoir. »

Béatrice Aguetant
Photo : D.R.



La chronique

DE NICOLAS DON

CHANGEMENT D'ITINERAIRE

En ce début de printemps, la vie politique roumaine vient de connaître un bouleversement qui aura de profondes répercussions sur l'ensemble de l'agenda politique du pays, tout au long de cette année. En point de mire, deux échéances électorales capitales : les élections européennes du 25 mai, et surtout la présidentielle de novembre prochain. L'USL, l'alliance au pouvoir depuis mai 2012, n'existe plus. Les libéraux ont quitté avec fracas ce tandem pour le moins biscornu idéologiquement parlant, pour passer dans l'opposition. Leur leader, Crin Antonescu, a brusquement décidé qu'il ne pouvait plus compter sur le soutien de son allié social-démocrate dans la bataille présidentielle. Malgré les sermons éternels de fidélité mutuelle, exprimés depuis des lustres, les engagements pris et les textes signés dans ce sens. Le Parti social démocrate du Premier ministre Ponta a donc dégainé la roue de secours : les Magyars de l'UDMR remplaceront les libéraux au sein d'une nouvelle coalition, comportant également les deux petits partis restés fidèles au pouvoir, à savoir l'UNPR et le Parti conservateur. En termes de rapport de forces, on passe donc de 70% des députés favorables au gouvernement Ponta II, à environ 60% d'élus proches du cabinet Ponta III. Evidemment, tout est dans « l'environ ». L'effondrement du mammoth qu'était l'USL autorise tout un petit jeu d'alliances au Parlement, qui peut changer la donne du jour au lendemain. C'est un sport national, jamais vraiment sanctionné par les électeurs. Du coup – et pour de mauvaises raisons de politique intérieure – les élections européennes feront office de relevé précis des forces en présence. Inutile d'espérer un débat sur les enjeux continentaux. On fera uniquement de la politique locale, d'autant plus que les partis iront seuls à la bataille. Pas de coalition en vue pour l'instant. Nous saurons ainsi fin mai si le Parti social démocrate de Victor Ponta tourne toujours autour de 30% des voix, si les libéraux atteindront la barre des 20%, si à droite, les petits partis qui se réclament du président Băsescu représentent quelque chose électoralement parlant, si le PDL, l'ancien parti de Traian Băsescu, remonte quelque peu la pente, et si la Roumanie va envoyer encore quelques hurluberlus – folkloriques mais pas franchement drôles – sur les bancs du Parlement de Strasbourg. La réponse à ces questions configurera donc le nouvel itinéraire politique. De quoi commencer l'échauffement pour la grande finale de novembre prochain : l'élection du nouveau chef de l'Etat.

NOTRE SAVOIR-FAIRE
EST DE PROTÉGER
VOTRE INVESTISSEMENT

22^{es} ans d'expérience en Roumanie

GRUIA DUFAUT
AVOCATS - PARIS & BUCAREST

FUSIONS ET ACQUISITIONS

DROIT IMMOBILIER

DROIT SOCIAL

DROIT FISCAL

PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

LITIGES ET ARBITRAGES

DROIT DE LA CONCURRENCE

MARCHÉS PUBLICS & PPP

DROIT COMMERCIAL & SOCIÉTAIRE

Le Cabinet GRUIA DUFAUT vous souhaite un printemps ensoleillé

28, Bd. Hristo Botev
Sector 3, 030237 Bucarest
T +40 (21) 305 57 57
F +40 (21) 305 57 58
E bucarest@gruiadufaut.com
Paris, France
E paris@gruiadufaut.com W www.gruiadufaut.com

REGARD 15

INTEGRER L'INTEGRITE

Dans l'ombre de son très médiatique cousin du parquet anti-corruption (DNA), l'Agence nationale de l'intégrité (ANI) n'en est pas moins méritante. En petit soldat des bonnes pratiques politiques, elle vérifie la bonne foi de milliers d'élus et de hauts fonctionnaires. Son secret ? Une équipe jeune et des méthodes de travail irréfutables.

ELLE A PRIS PLACE ENTRE PIAȚA Romană et Piața Victoriei, au cœur de Bucarest, dans une imposante bâtisse bourgeoise du 19ème siècle. A l'intérieur, aucun cheveu blanc. « *Etant donné que notre institution est nouvelle, nous avons pu former une équipe dont*

la moyenne d'âge tourne autour de 30 ans, très motivée, et qui n'a aucun lien avec le passé », explique Horia Georgescu, le directeur. Ce juriste de 36 ans au sourire amical et au costume impeccable insiste sur la transparence des procédures de nomination du personnel,

comme sur les évaluations annuelles afin de vérifier l'efficacité de l'agence. Ici, tout doit être irréprochable. L'Agence nationale de l'intégrité a été l'une des conditions imposées par Bruxelles pour l'adhésion de la Rouma-

nie à l'Union européenne en 2007. Sa mission : vérifier la situation de quelque 2700 édiles à travers tout le pays pour chercher incompatibilités, conflits d'intérêt ou avoirs illicites. Un travail de fourmi indispensable pour décourager la corruption à tous les niveaux. « *Les conflits d'intérêt sont un phénomène de masse, particulièrement au niveau local, précise Horia Georgescu. On pourrait croire qu'il s'agit de petite corruption, mais ces élus gèrent des sommes d'argent très importantes provenant du budget national, et des fonds européens.* » Le cas typique est lorsqu'un édile réussit à détourner des fonds en faisant appel à l'entreprise d'un membre de sa famille pour effectuer des travaux publics. « *Les choses commencent à évoluer car certains nous appellent et nous demandent conseil pour ne pas se trouver dans des situations d'incompatibilité ou de conflits d'intérêt* », ajoute le directeur.

petit à petit. » Avocate de formation, elle est entrée à l'ANI dès sa création comme assistante dans le cabinet du directeur.

« *Les choses commencent à évoluer car certains nous appellent et nous demandent conseil pour ne pas se trouver dans des situations d'incompatibilité ou de conflits d'intérêt* »

nelle », souligne la jeune femme de 34 ans à la belle chevelure noire. L'ANI est pourtant loin de couler des journées tranquilles. Depuis un peu plus d'un an, elle fait face à des attaques sans précédent de la part du pouvoir politique. La dernière en date a été le vote surprise début décembre d'une loi accordant une « super immunité » aux élus en matière de corruption et remettant en question l'essence même de l'existence de l'ANI. Le texte, adopté par la majorité du Parlement, a toutefois été considéré comme inconstitutionnel.

Puis elle a gravi les échelons. « *Ce qui m'a motivée est de prendre part à la création d'une institution, c'est tant une motivation personnelle que profession-*

Jonas Mercier
Photo : Mihai Barbu



Le travail des inspecteurs de l'ANI est hyper informatisé. Les cas à vérifier sont répartis de façon aléatoire selon un algorithme précis pour ne laisser place à aucune suspicion de favoritisme. Ensuite, des procédures précises sont à suivre pour le traitement de chaque dossier. « *Dans ces conditions, il est difficile de se tromper*, explique la directrice générale de l'inspection de l'intégrité, Elena Galan. *Toutes ces méthodes de travail ont été mises en place*

Tableau de chasse

Depuis sa création en 2008, l'ANI a finalisé plus de 6700 dossiers dans lesquels elle a constaté près de 300 conflits d'intérêt administratifs et pénaux, et quelque 700 états d'incompatibilité. Plus difficile à prouver, les cas d'avoirs illicites constatés ont été un peu moins de 60 ; et dans cinq situations seulement, les biens et richesses obtenus illégalement ont été confisqués par la justice. Le travail de l'ANI a également permis la destitution ou la démission de cinq parlementaires, de deux secrétaires généraux du gouvernement mais aussi de quatre ministres.



Creator de progres energetice

Referința mondială a economiilor de energie la scara teritorială



Dalkia România S.A.
Str. Barbu Văcărescu, nr. 241A,
Barbu Văcărescu Offices, etaj 3-4, Sector 2, București
Tel. +40 21 322 86 347; Fax. +40 31 730 16 41
secretariat@dalkia.ro; www.dalkia.ro

SONDAGE

Chers lecteurs,

Notre objectif est de vous proposer une revue intéressante, séduisante et innovante. C'est pourquoi la rédaction souhaiterait vous poser quelques questions.

Que pensez-vous de *Regard* ? Voici six interrogations auxquelles nous vous invitons à répondre à l'adresse suivante : laurent@regard.ro

- 1. Qu'aimeriez-vous lire davantage dans *Regard* ? Quels genres d'article ?
- 2. La nouvelle maquette de la revue vous plaît-elle ?
- 3. La périodicité (bimestrielle, une publication tous les deux mois) vous satisfait-elle ?
- 4. Notre nouvelle rubrique « Hors frontières » vous semble-t-elle intéressante ?
- 5. Qu'appréciez-vous le plus dans *Regard* ?
- 6. Que changeriez-vous ?

N'hésitez pas à nous faire part d'autres observations. Vos retours seront lus et pris en compte.

Je vous remercie.

Laurent Couderc
Rédacteur en chef de *Regard*

La chronique

D'ISABELLE WESSELINGH

RESPIRATION

Le cœur et les oreilles s'emplissent du silence. La nuit, on croirait presque entendre les étoiles scintiller. Ici, entre les massifs de Bucegi et Piatra Craiului, au cœur des Carpates, le monde vit dans un univers sonore où les sons mécaniques n'ont pas recouvert les sons des êtres vivants : les cloches des troupeaux tintinnabulent sur le versant des montagnes, les poules caquètent dans les cours et sur les routes de terre, le trot rythmé des chevaux a remplacé le moteur des voitures. Dans la journée, l'air n'est pas fendu par le bruit des sirènes ou le grondement des tramways mais par le pépiement enjoué des oiseaux et le bruit des haches qui taillent en bûches le bois de chauffage. Le corps trouve alors une respiration nouvelle, les oreilles semblent soudain plus sensibles, notre esprit plus à l'écoute. Soudain, on a envie de prendre du temps pour s'allonger sur l'herbe, fermer les yeux et écouter, laisser l'esprit s'évader, flotter sur les sommets enneigés, pour rêver tout simplement. La descente et le retour vers la ville pourraient créer un choc mais au contraire, en revenant, les petits tracas ne semblent plus si importants, on ne sent plus le besoin de s'énerver dans un embouteillage, l'esprit s'envole vers les montagnes et on se met à sourire au lieu de râler. La respiration des jours précédents, ce temps dit « non productif », a fait naître une sérénité

différente qui nourrit le quotidien, au moins quelques jours.

« Aujourd'hui, la société attend que tu fasses toujours quelque chose. Même le week-end, il faudrait empiler les activités, enchaîner visite au musée, concert, s'entasser dans les centres commerciaux, éviter les temps morts mais moi je revendique le droit de ne rien faire, la nécessité de m'allonger sur le canapé ou dans le jardin et de laisser mon esprit rêvasser », me disait une écrivaine italienne rencontrée aux Pays-Bas.

Parfois, on se sentirait presque coupable de prendre une respiration. Pourtant, la définition même du mot devrait nous déculpabiliser : « processus qui permet d'approvisionner l'organisme en oxygène et de le débarrasser du dioxyde de carbone. » S'arrêter, prendre le temps de respirer nourrit et permet simultanément d'expulser le superficiel et l'inutile.

« Longtemps, je me suis sentie coupable de ne pas travailler assez vite, de

peindre peu de toiles dans une année », raconte Codruța Cernea, jeune artiste roumaine dont une œuvre vient d'être sélectionnée par la Fondation Benetton pour illustrer les tendances de l'art contemporain dans le monde. « Puis, en travaillant sur un projet qui comprend des expositions régulières, à intervalles rapprochés, j'ai compris qu'il est important de prendre du temps pour faire mûrir un tableau et créer une œuvre plus profonde. » Prendre le temps pour gagner en profondeur, en substance. Des villages du delta du Danube où l'on ne peut arriver qu'en bateau aux hameaux solitaires des Carpates, en passant par le jardin d'été inattendu et bohème du café Eden à Bucarest, la Roumanie nous offre des espaces pour ne pas oublier de respirer.



Isabelle Wesselingh est chef du bureau de l'Agence France-Presse à Bucarest.

Photo : Mediafax

Réputée pour son activité pastorale, la commune de Corbi (département d'Argeș, sud du pays) essaie de renouveler son identité autour de la laine de mouton. Quand les hommes sont à la bergerie pour s'occuper du fromage, les femmes s'affairent au « business » du tricot.

GILDA, LA QUARANTAINE, RESPIRE le dynamisme. Elle tricote au moins huit heures d'affilée par jour pour que chaque automne, toute sa production soit prête pour la foire de Iași. « L'année dernière, j'ai vendu cent vestes et cinquante paires de chaussons, soutient-elle. C'est mon seul revenu, je dois tenir une certaine cadence. » A Corbi, les femmes tricotent de mère en fille. Sofia Ciungu, 58 ans, se rappelle avoir porté une chemise qu'elle a cousue elle-même pour son premier jour d'école. Mais les temps ont changé et il faut se mettre à jour.

200 femmes de Corbi ont ainsi suivi une formation financée par l'Union européenne pour s'améliorer, et notamment apprendre à teindre la laine avec des colorants naturels. « Le projet s'est déroulé sur trois ans, entre 2008 et 2010, et a connu un succès inattendu, explique Cecilia Stănescu, l'une des responsables de la formation. Nous avons alors enchaîné avec un deuxième projet que l'on a dénommé Une nouvelle vie à la campagne, et qui s'est concentré sur l'entrepreneuriat, l'utilisation de l'ordinateur et le commerce électronique », poursuit-elle. Mais ce dernier a connu un moindre intérêt parmi les femmes, moins attirées par le côté administratif de leur production.

Au bout du FIL



Dafinela Cotiga, 42 ans, avec une partie des moutons de la famille. Elle a également été formatrice pour les participantes aux cours.



Sofia Ciungu met une semaine pour tricoter un pull qu'elle vend 100 lei la pièce. Une paire de chaussons coûte 10 lei et une écharpe 30 lei.

« Après avoir obtenu mon diplôme suite à la formation, j'ai eu deux commandes de la part d'une société de Pitești. Il faudrait que je devienne personne physique autorisée pour pouvoir vendre en toute légalité, mais à mon âge, je crains de ne pas être capable de gérer toute cette paperasse », explique Sofia Ciungu, 58 ans. Considérée comme un matériau noble il y a cinquante ans, la laine a perdu de sa valeur. Dans la région, son prix est si bas – 1,5 leu pour

Traditions vives

Avec 37.000 têtes, le village de Corbi, situé à une heure de Pitești, au bord de la rivière Doamnei et au pied des monts Făgăraș, s'enorgueillit d'avoir le plus grand nombre de moutons du département d'Argeș. Les traditions y sont soigneusement préservées. Tous les ans, le festival « Rapso-dia pastorală », qui se déroule le dernier dimanche du mois de mai, marque le début de la transhumance (44ème édition cette année). Les animaux les plus beaux sont primés et les visiteurs peuvent faire leurs emplettes de produits locaux. Depuis 2009, il y a aussi un musée du savoir-faire traditionnel au sein des murs de la mairie.

un kilo brut – qu'il ne couvre même pas les frais de coupe. Alors que sous le communisme, un atelier de lavage et de filage de la laine animait l'économie du village. « Sur sept vâltoare (laverie traditionnelle installée au bord des ruisseaux, ndlr), une seule est restée en fonction. Moi, je suis prêt à tout remettre en place, j'ai encore le savoir-faire de mes parents pour redémarrer ces machines qui sortaient des dizaines de couvertures artisanales par jour », soutient l'ingénieur Traian Micuț. Pour l'instant, faute de moyens, les femmes envoient leur laine brute dans un atelier artisanal à 35 km de là, dans la ville de Câmpulung. « Mon mari a 1200 moutons. Quand il les tond au mois de mai, je choisis ce qui me

convient et on jette le reste. Je lave la laine dans la rivière et je la teinte moi-même, explique Dafinela Cotiga, mère de quatre enfants. J'habille toute la famille, même si mes enfants ne veulent pas mettre mes gilets quand ils vont à l'école. »

Pour les femmes des bergers de Corbi, le travail du tricot est une nécessité car la plupart n'auront pas de retraite. Actuellement, la mairie recherche des fonds pour la construction d'un centre de collecte de la laine, ce qui permettrait de mieux courtiser de potentiels investisseurs qui seraient prêts à rénover l'atelier de lavage et de filage.

Texte et photos : Mihaela Cărbunaru

GDF SUEZ Energy România

Un acteur majeur du marché de l'énergie en Roumanie

Chez GDF SUEZ Energy România, nous vous apportons les énergies et les services essentiels à votre bien-être:

- fourniture et distribution de gaz naturel
- services techniques associés
- fourniture d'électricité
- production d'électricité éolienne
- conseils en matière d'efficacité énergétique

www.gdfsuez.ro

ÊTRE UTILE AUX HOMMES

RECORD
signé

« **L'IDEE M'EST VENUE A LA MORT** de mon père. Sa dernière volonté fut que la croix soit sauvée de la destruction », raconte Alexandru Bartoc, président de la Fondation culturelle éponyme, dont les quelques membres se donnent pour but de faire écho des succès des Roumains dans le monde. Mission accomplie suite à ce certificat Guinness de record reçu en août dernier, une belle surprise qui est passée inaperçue, faute de publicité et de cérémonie

La Croix des héros située au sommet du mont Caraiman (Crucea Eroilor Neamului), dans le sud des Carpates, est récemment entrée dans le Livre Guinness des records ; c'est la croix la plus grande située à une altitude aussi élevée : 2291 mètres. Une consécration que la Roumanie doit au fils d'un des bénévoles ayant participé à la construction de ce monument emblématique du pays.

officielle. « Un tel événement m'aurait trop coûté », affirme Alexandru Bartoc, ajoutant que le record fut découvert par pur hasard, en décembre 2012, lors du lancement d'un livre sur la reine Marie de Roumanie.

A en croire la légende, suite à un rêve de son épouse, le roi Ferdinand a décidé en 1926 de construire au sommet du mont Caraiman une croix à la mémoire des soldats roumains morts

pendant la Grande Guerre. Au bout de deux ans et quatre mois de travaux, et grâce à l'appui impressionnant de nombreux bénévoles, la croix fut inaugurée le 14 septembre 1928. Construite en acier, sur un socle en béton armé recouvert de pierre, la croix haute de 39,37 mètres, dont les bras mesurent chacun 7 mètres, a bien résisté au passage du temps et aux communistes qui auraient voulu lui couper les bras pour la dissocier de tout symbole chrétien. Mais 85 ans après sa construction et en l'absence de toute rénovation majeure, l'avenir de ce monument était menacé.

« Pour mon père, le Livre des records ne voulait rien dire. Lui, il voulait tout simplement que la croix subsiste », soutient Alexandru Bartoc. Pourtant, l'inscription au Guinness offre désormais à la croix plus de chance de se voir restaurée, surtout que « 80 à 90% des touristes qui montent sur le plateau de Bucegi le font pour l'admirer », assure Emanoil Savin, maire de la station de Bușteni, qui grâce à des fonds européens non remboursables lancera enfin une étude de faisabilité, un premier pas pour la restauration du monument.

Ioana Stăncescu
Photo : Mediafax



Fête au SOMMET

Depuis quatre ans, dans les stations de ski des 2 Alpes et Serre Chevalier en France, de jeunes Roumains ont pris leurs quartiers. Pas pour faire la plongée, mais pour skier et s'amuser lors d'un festival unique en Europe.

DES CENTAINES DE KILOMETRES de pistes aux infrastructures impeccables, une musique enivrante et l'humeur festive de jeunes Roumains... C'est le Snow Fest, un festival de sport et de musique électronique qui double le nombre de ses participants chaque année. L'initiative appartient à une équipe de Cluj, dont le chef de file est

Lucian Preotu. Ce jeune entrepreneur a fait ses études au lycée Stendhal de Grenoble. « L'idée m'est venue en 2009 quand un vol direct Cluj - Grenoble a été lancé (vol supprimé depuis, ndlr). Parole de skieur passionné, la France propose la meilleure offre de ski en Europe. Nous avons commencé le festival en 2011 avec environ 150 participants en provenance

notamment de Cluj et de Bucarest. Aujourd'hui, nous sommes plus de 1200. »

Snow Fest est un événement organisé par des Roumains, pour des Roumains. Même si tout le monde y est évidemment invité. Et même si au début, les Français appréhendaient l'arrivée d'un si grand nombre de tou-



ristes venus de l'Est. Aujourd'hui, les hôteliers savoyards les attendent avec impatience. Les concerts et soirées du festival sont désormais réputés auprès des Britanniques, des Polonais et des Français qui séjournent dans les deux stations à la même période. « C'est un bon mélange de sports extrêmes, musique électro et bonne ambiance, résume le DJ Cristian Rusu qui anime les bars depuis la première édition. En journée, le quartier général est situé au Pano Bar, un refuge des 2 Alpes à 2600 mètres d'altitude, le meilleur endroit pour boire un verre, faire des rencontres, se reposer au soleil, et participer aux concours et aux animations. Le soir, en bas des pistes, les DJ et concerts se succèdent, c'est la grande fête. »

SPORT ET MUSIQUE NON STOP

Cette année, le festival se déroulera entre le 29 mars et le 5 avril. Laurențiu Lungu, la trentaine, ira skier en France pour la première fois avec une dizaine d'amis. « Nous connaissons déjà les

pistes de Bulgarie, d'Autriche ou d'Italie, mais là, c'est différent. Le festival dure une semaine et c'est sport et musique non stop. Il y a également plein d'animations : patinage, piscine, hockey, football sur glace... Nous n'en avons entendu que du bien. » Au fil des ans, les DJ Suie Paparude, Hazard, Toulouse Lautrec, DJ Pagal, Adam Freeland se sont produits sur les scènes du Snow Fest. Cette année, pour la quatrième édition, les groupes roumains Moonlight Breakfast, Subcarpați et Grimus seront au rendez-vous.

Mihaela Cărbunaru
Photo : D.R.

Plus d'infos sur : www.snow-fest.ro

Version famille

Créé en 2009, un autre festival de ski organisé par des Roumains se déroule en Autriche au début du mois de décembre, dans la station de Kaprun. Son public est plutôt familial. Un championnat de ski et de snowboard y est notamment organisé : www.romanianskidays.ro

ALSTOM

Alstom is a global leader in the world of power generation, power transmission and rail infrastructure and sets the benchmark for innovative and environmentally friendly technologies. Alstom builds the fastest train and the highest capacity automated metro in the world, provides turnkey integrated power plant solutions and associated services for a wide variety of energy sources, including hydro, nuclear, gas, coal and wind, and it offers a wide range of solutions for power transmission, with a focus on smart grids. The Group employs 93,000 people in around 100 countries. It had sales of over €20 billion and booked close to €24 billion in orders in 2012/13.

Alstom has been a reliable partner to the Romanian power, transport and grid sectors for over 20 years, currently employing over 1,050 people in its production facilities and offices located in Bucharest.

www.alstom.com

Enquête sur **LA POLICE**

Ils font partie du quotidien, leur présence rassure ou dérange. Les policiers sont au service des citoyens pour les protéger, leur venir en aide, ou les remettre sur le droit chemin. En Roumanie, la police n'est pas vraiment différente de celle des autres pays européens, même si elle a dû rattraper un certain retard et se métamorphoser au pas de course.

Le titre de ce nouveau dossier de *Regard* est peut-être un peu provocateur ; car plus qu'enquêter sur l'institution, nous avons surtout voulu montrer la police roumaine telle qu'elle est, au-delà des clichés, et au-delà de ce passé proche où elle fut une milice à la botte d'un pouvoir dictatorial.

L'une de nos journalistes est notamment allée à l'école de la police voir comment les futurs agents étaient formés, au cœur de leur salle de classe. Nous avons aussi suivi un agent tout au long de sa journée de travail, et pu « interroger » Petre Tobă, le grand patron de la police roumaine. L.C.



Photo : Mihai Barbu

FICHE D'ETAT

UN TIERS DU BUDGET DU MINISTERE DE L'INTERIEUR

L'année dernière, les effectifs de la police roumaine ont augmenté de près d'un demi-millier. Cette hausse est due à « l'encadrement des promotions », ainsi qu'à la mise en application d'une nouvelle politique des ressources humaines, justifie-t-on au service de presse de l'institution. Son budget total n'a toutefois pas augmenté, il reste de trois milliards de lei (environ 665 millions d'euros), soit un peu plus de 35% du budget du ministère de l'Intérieur. La moyenne d'âge dans l'institution est de 38 ans, et le salaire moyen de 2000 lei (environ 450 euros). A noter par ailleurs que la proportion des femmes au sein de la police roumaine est l'une des plus élevées d'Europe, avec 13,4%, soit 8800 sur un total de 55.844 personnes.

LA POLICE ET LA « JANDARMERIA »

La police comme la gendarmerie sont subordonnées au ministère de l'Intérieur. Les différences entre les deux

Qui sont-ils ? Comment travaillent-ils ? Avant de répondre de façon plus détaillée à ces questions dans les pages qui suivent, voici quelques données générales sur la police roumaine.

institutions sont à peu près les mêmes qu'en France. Les policiers ont le statut de fonctionnaires alors que les gendarmes répondent à un règlement, une hiérarchie et des grades militaires. Aujourd'hui, la majorité des effectifs de la police roumaine est répartie dans des missions de maintien de l'ordre public (police nationale, municipale et rurale), de sécurité routière (police routière), de sécurité des transports ferroviaire, fluvial, maritime et aérien (police des transports), et d'interventions spéciales (groupes d'intervention). Les gendarmes, eux, interviennent plutôt lors d'événements extraordinaires comme les matchs de football, les concerts, etc.

LA PARENTHÈSE « MILIȚIA »

Pendant quarante ans, sous l'égide de l'exécutif communiste, la police a

été transformée en milice. Mais dès le mois de décembre 1989, quelques jours seulement après l'exécution des époux Ceaușescu, elle a repris son statut de police nationale. L'héritage communiste a toutefois continué à peser lourd, notamment dans la modernisation des structures. C'est Bruxelles qui va obliger Bucarest en 2002 à démilitariser sa police pour adhérer à l'Union européenne. Et c'est à cette date seulement que le métier de policier a remplacé celui de milicien.

ACTIVE A L'INTERNATIONAL

La police roumaine a su se faire remarquer ces dernières années, notamment par les plus grands organismes internationaux. Ainsi, Bucarest est le quatrième contributeur d'informations à la base de données d'Interpol sur les personnes, et le sixième en ce qui

concerne les documents perdus ou volés. La Roumanie est par ailleurs le troisième utilisateur de la base de données pour les véhicules volés. En 2013, les policiers roumains ont effectué plus d'une centaine de missions hors du territoire. Fin janvier à Bucarest, le secrétaire général d'Interpol, l'Américain Ronald Noble, affirmait que la police roumaine était « l'une des plus actives et professionnelles au monde ». Evidemment, il n'allait pas dire le contraire.

SELEC, L'EUROPOL DE L'EST

Comme l'Union européenne avec Europol, les Etats du sud-est de l'Europe ont constitué leur propre centre de renseignements à la fin des années 1990 pour lutter contre la criminalité transnationale. Bucarest a été désigné pour accueillir ce groupe de coopération policière. Le Selec, pour Centre d'application de la loi au sud-est de l'Europe, regroupe treize pays de la région dont six font aujourd'hui partie de l'Union européenne. A ceux-là s'ajoutent les

pays des Balkans ainsi que la Turquie. Situé au dernier étage du Palais du Parlement, le Selec est devenu un partenaire clé d'Interpol mais également des Américains. L'année dernière, un réseau d'immigration illégale entre la Roumanie et les Etats-Unis a ainsi été démantelé en collaboration avec le FBI. Trafics de drogue, trafics humains, vols de voitures mais aussi criminalité informatique font partie de la palette d'action du Selec. En 2012, plus de 16.000 informations ont transité par cette structure.

PEU DE CRIMES

Même s'il est difficile de comparer la criminalité entre les Etats, tant les réalités sociales diffèrent d'un pays à l'autre, la Roumanie est un endroit relativement sûr par rapport à ses voisins européens. Le nombre d'armes à feu détenues légalement pour 100 habitants est le plus bas d'Europe, selon une étude de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (UNODC). Conséquence directe, le nombre d'homicides par arme à feu pour 100.000

habitants est de 0,02, contre 0,67 en Bulgarie ou 0,06 en France. Les indicateurs nationaux montrent par ailleurs une tendance des infractions et des crimes à la baisse. L'année dernière, pour la deuxième année consécutive, la criminalité a enregistré une diminution de 4,6%.

UN CAPITAL CONFIANCE EN HAUSSE

Perçue pendant longtemps comme une institution répressive et corrompue, la police a connu un regain de popularité notable ces dernières années. Ainsi, selon un sondage de l'institut INSCOP Research réalisé mi-janvier, elle se trouve à la cinquième place (47,7%) des institutions dans lesquelles les Roumains ont le plus confiance. Elle dépasse le parquet anti-corruption (43,8%), la société civile (34,2%), ou encore la Cour constitutionnelle (31,6%), et se place juste derrière l'armée, l'Eglise, la gendarmerie et la Banque nationale.

Jonas Mercier
Photo : Mihai Barbu



Organisation internationale, intégrée et indépendante, spécialisée dans :

- Audit
- Comptabilité
- Conseil fiscal
- Conseil juridique

présente dans 72 pays

fédérant plus de 13.800 professionnels

www.mazars.ro
www.mazars.com

Mazars, services intégrés en Roumanie

AUDIT

- Assurance : audit légal, audit contractuel ; audit interne ; contrôle interne, Sarbanes-Oxley ; maîtrise des risques ; audit des systèmes d'information.
- Conseil : Evaluations ; Gestion de crise ; Financement ; Budgets.
- Transactions : Due diligences; Etudes de faisabilité; Gestion du changement postérieur à l'acquisition.

CONSEIL FISCAL

- Fiscalité des entreprises ; Respect de la législation en vigueur ; Prix de transfert ; Optimisation fiscale des holdings ; Fusions et acquisitions ; Fiscalité internationale ; Fiscalité des expatriés ; Litiges avec les autorités fiscales ; Fiscalité indirecte ; Audit fiscal et due diligence en matière fiscale ; Fiscalité de l'environnement ; Impôts locaux

EXPERTISE COMPTABLE ET GESTION DE LA PAIE

- Services de comptabilité : Tenue et vérification des comptes ; Préparation des comptes de gestion et des états financiers ; Reporting mensuel conformément aux Standards Comptables de Roumanie ; Reporting mensuel conformément aux Standards Comptables Internationaux ; Clôture mensuelle et de fin d'année ; Contrôle budgétaire ; Outsourcing des fonctions administratives.
- Gestion de la paie et des dossiers du personnel

CONSEIL JURIDIQUE

- Droit des sociétés ; Secrétariat juridique, Fusions et acquisitions ; Banques et institutions financières ; Immobilier ; Droit de la concurrence ; Règlements UE ; Droit du travail et droit social ; Recouvrement de créances ; Droit de la propriété intellectuelle et droit des technologies de l'information ; Résolution des litiges et arbitrage.

Contact:
Jean-Pierre Vigroux, Managing Partner
Serge Convers, Partner
Pipera Business Tower, Bd. Dimitrie Pompeiu nr. 6E, etaj 5, Bucarest
Tel +40 31 229 26 00 / +40 21 528 5757; contact@mazars.ro; www.mazars.ro

« LA POLICE EST DEVENUE INTEGRE
ET SE PROFESSIONNALISE »

Vasile Dâncu est le fondateur de l'IRES, l'Institut roumain pour l'évaluation et la stratégie. Sénateur du Parti social démocrate (PSD), il était en charge il y a quelques années de l'image du gouvernement. C'est en tant que sociologue qu'il analyse ici la place de la police au sein de la société roumaine.



Regard : Quelle est l'image de la police aujourd'hui ?

Vasile Dăncu : Longtemps, elle s'est résumée à celle d'une police politique. Au sortir de 1989, la police était associée à la Securitate, une institution tortionnaire. Elle était considérée comme un instrument répressif et communiste. Cela a duré longtemps. A partir de 2000, on a assisté à une refonte progressive de cette image, ainsi que de celle du ministère de l'Intérieur. En 2001, si seuls 19% des gens avaient une vision positive de la police roumaine, ce pourcen-

tage passera à 49% en 2004. L'élément clé fut sa transformation en une institution civile. Processus difficile car il s'agissait de changer un système entièrement militarisé. Il a aussi fallu convaincre la police de communiquer davantage et de se rapprocher des citoyens.

A quel moment exactement cette démilitarisation a-t-elle eu lieu ?

Le passage à une institution civile s'est fait en 2002. C'était l'une des conditions de l'OTAN et de l'UE à laquelle il a fallu se plier. Il y a eu des programmes, on a littéralement

dû inventer la police de proximité. Le ministère de l'Intérieur s'est aussi rapproché d'autres institutions comme les pompiers et les gendarmes, ce qui a été très bénéfique pour l'image de la police. Mais augmenter le capital confiance ne s'est pas fait du jour au lendemain. En 2006-2007, celui-ci s'est de nouveau érodé à cause de l'image négative de certains ministres de l'Intérieur.

Il y a eu aussi les grèves de 2008 et 2009, notamment liées à des revendications salariales et au paiement des heures supplémentaires. Les policiers

ont manifesté devant le palais Cotroceni et ont jeté leurs uniformes et leurs casques tout en insultant le président et le gouvernement, cela leur a fait perdre beaucoup de crédit. La police s'est comportée comme un citoyen rebelle, et les Roumains n'ont pas compris que ceux qui étaient censés défendre l'ordre public étaient en train de participer à des actions contre ce même ordre. Mais c'était nécessaire, il fallait par ailleurs plus de transparence au sein de l'institution, et plus de solidarité entre les policiers. Il y a toujours des fluctuations en fonction de certains types de crise, mais aujourd'hui plus de 40% des Roumains disent avoir confiance voire très confiance en la police.

« Comme le montrent
nos études, la police est désormais
considérée parmi les institutions
les plus propres lorsque l'on fait
référence à la corruption

Quel retournement de situation...

Effectivement. Et à la question « Qui appeler en cas d'injustice ? », c'est la police qui arrive désormais en première position. On peut même dire que l'on assiste à un trop plein de confiance dans des situations où finalement ce n'est pas à elle d'intervenir. Dans la plupart des pays européens, d'autres institutions civiles permettent de régler toutes sortes de litiges. Alors qu'en Roumanie, seul 1% des gens ferait appel à une ONG, par exemple. A l'étranger, ce chiffre est largement supérieur car les associations émanant de la société civile sont beaucoup plus imbriquées dans la vie des gens, et

sont perçues comme des institutions avec un certain pouvoir. Il n'y a pas que la police...

L'image de la police est-elle dépendante de l'image du politique ?

En partie, oui. Cette dépendance se retrouve dans l'influence qu'ont par exemple sur elle les changements de ministres de l'Intérieur. Il y a toujours la tentation de croire que le ministre de l'Intérieur politise l'action de la police. Et puis la police est de manière générale dépendante de la fluctuation des indicateurs de confiance envers les instances de gouvernance. Les gens perçoivent l'Etat de manière globale, comme un fournisseur de services. On dit aussi que le parti qui a le ministère de l'Intérieur au moment des élections dispose d'un avantage. Les administrations sont des mastodontes, les gens qui y travaillent ont de la famille, des amis. Ceux en poste veulent bien sûr conserver leur travail. Cependant, la police reste une entité clairement définie aux yeux des citoyens, et donc

avec un certain destin propre. Elle est présente partout, jusque dans le plus petit des cantons. Et dispose désormais de suffisamment de mécanismes d'auto-régulation, d'autant que les mandats des ministres de l'Intérieur sont plus courts, ils exercent beaucoup moins d'influence qu'avant.

Ceci étant, la police ne reste-t-elle pas trop centralisée ?

Il existe un certain centralisme, bien entendu. Ce n'est pas comme aux Etats-Unis où les citoyens choisissent les chefs de la police au niveau local. Ici, ils sont nommés par la centrale de Bucarest, et les chefs changent souvent au niveau départemental ; mais à mon sens, c'est le propre de toute institution. Et puis les mandats trop longs usent la réputation et l'autorité.

Qu'est-ce qui définit la police actuellement ?

Elle se professionalise et gagne en termes d'esprit de corps, et ce de façon

chaque fois plus indépendante des changements politiques qui affecte le haut de la pyramide. Car elle intègre aussi en son sein de plus en plus de jeunes spécialistes issus de la société civile, des sociologues, des psychologues, des économistes... Cela diversifie l'institution et accroît son professionnalisme. C'est palpable.

Vous décrivez la police et son évolution en des termes plutôt élogieux. Mais que dites-vous de la corruption qui l'a gangrenée pendant des années ? Et qu'en est-il aujourd'hui ?

Comprenez-moi bien, nous savons tous qu'il y a eu pas mal d'affaires de corruption tout au long de ces vingt-cinq dernières années, je pense par exemple aux histoires des villas des chefs de la police, au début des années 2000. Il y a aussi eu le scandale des permis de conduire accordés sur pots-de-vin. Mais cela n'a pas vraiment affecté l'image de l'institution en tant que telle, car pour les gens, la corruption policière concerne d'abord les petits pots-de-vin et la

LEROY
ȘI ASOCIAȚII

PLUS DE 15 ANS D'EXPERIENCE EN ROUMANIE

Leroy și Asociații s'est imposé comme l'un des plus importants cabinets d'avocats en Roumanie.

Leroy și Asociații regroupe une équipe de 20 avocats qui possèdent des compétences juridiques de premier plan et une parfaite connaissance du marché.

Leroy et Associatii est renommé pour ses compétences juridiques de première classe dans les secteurs de l'énergie, des ressources naturelles et du partenariat public-privé (PPP). Le cabinet a été impliqué dans les privatisations les plus importants du secteur de l'énergie en Roumanie (par exemple, Electrica Muntenia Sud et Distrigaz Nord) et dans certains des plus grands projets d'infrastructure et l'externalisation de services publics et tout récemment comme conseil du Consortium adjudicataire du projet autoroutier Comarnic-Brasov, le financement de l'Aéroport Otopeni.

Notre pratique sur les Projets constitue un point de contact unique pour tous les aspects liés au développement des projets publics, y compris la préparation des documentations de passage, la préparation et la soumission des offres, la négociation des documents contractuels, le conseil sur des questions concernant le financement des projets et l'assistance juridique pendant la phase d'exploitation et d'entretien.

Contact Partners: Bruno Leroy (bruno.leroy@leroylaw.ro) * Andreea Toma (andreea.toma@leroylaw.ro)

LEROY ȘI ASOCIAȚII SCA
Str. Major Gh. Șoruga nr. 10-12, Sector 1, București, 011448 | tel. +40 (21) 223 03 10 / +40 (31) 824 27 00 / 744 37 45 46 - fax: +40 (21) 223 03 42
office@leroylaw.ro | leroylaw.ro

police routière. Et ces dernières années, tout cela s'est beaucoup amélioré, on a éliminé le rapport direct avec l'argent. Les agents de la circulation doivent notamment émettre des factures. Comme le montrent nos études, la police est désormais considérée parmi les institutions les plus propres lorsque l'on fait référence à la corruption. Les Roumains la perçoivent plus intègre que d'autres entités publiques, de manière générale. Le chef de la police au niveau local n'est pas considéré comme potentiellement la première personne capable de commettre un abus dans le cadre de sa fonction. Cela vient aussi du fait qu'aujourd'hui la police communique

très bien sur le terrain.

Une communication primordiale...

Oui. Les porte-paroles de la police sont en général de bons communicants. Il y a de même beaucoup plus de patrouilles au niveau local ainsi que des actions comme « străzi liniștite » (rues calmes, ndlr) où les policiers interviennent auprès des personnes âgées et des jeunes afin d'élaborer les meilleurs itinéraires de circulation en ville. Par rapport à d'autres institutions qui ont été moins ouvertes, plus inertes, la police a réussi sa mue. Son intégration dans la communauté est réelle. Par

comparaison, les mairies et les préfectures n'organisent pas de journées portes ouvertes.

Ce fut là une démarche spontanée ?

Il y a bien sûr eu des modèles. Nos policiers ont beaucoup travaillé avec les polices allemande et française notamment. Selon moi, ils ont même pris plus vite goût à la liberté que beaucoup de Roumains.

Propos recueillis par Benjamin Ribout.
Photo : Mihai Barbu

La majorité des agents de police de Roumanie vient de l'école Vasile Lascăr, à Câmpina (110 km au nord de Bucarest). Depuis sa création il y a 46 ans, cette école a formé plus de 70.000 agents.

EN RECRUE

Le point sur les trafics...

Selon l'Inspectorat général de la police des frontières (IGPF), 2049 personnes ont essayé de passer la frontière roumaine de façon illégale en 2013, dont 1517 citoyens étrangers directement impliqués dans le trafic humain. Par ailleurs, la police a interdit à 3508 étrangers de passer la frontière pour divers motifs, soit 3,4% de plus qu'en 2012. Concernant les biens de contrebande confisqués, leur valeur totale a atteint 202 millions de lei l'année dernière (environ 45 millions d'euros), dont 89,6 millions de lei rien que pour les cigarettes (environ 20 millions d'euros). 52% de cette contrebande a été dépistée à la frontière avec l'Ukraine, 18% à la frontière avec la république de Moldavie, et 16% à la frontière avec la Serbie. Source : Mediafax



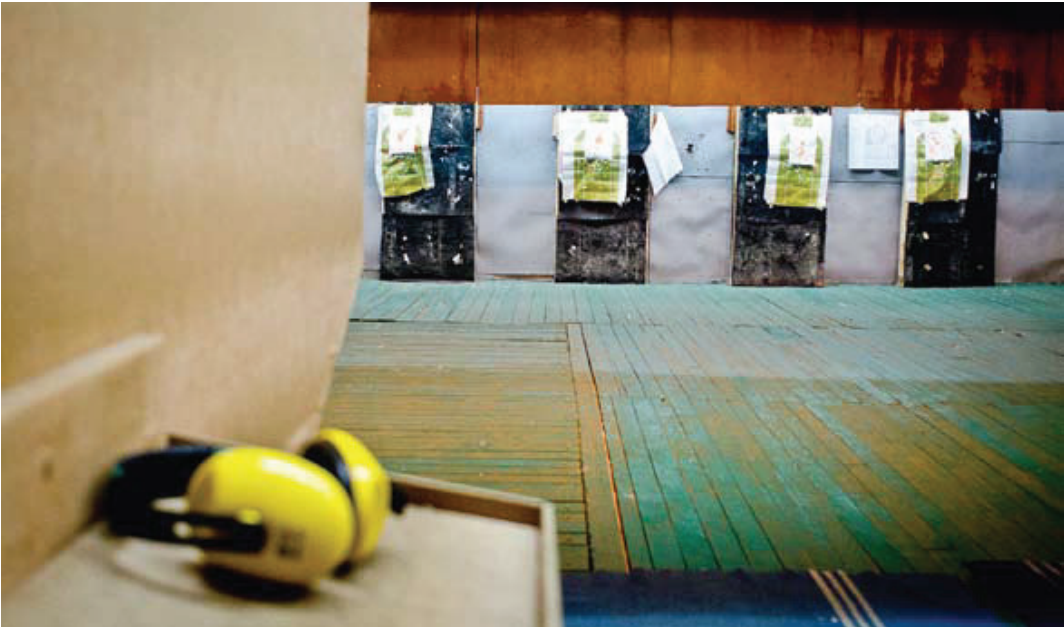
Sur les hauteurs de Câmpina, la devise de l'école Vasile Lascăr domine la vallée : « Pro veritate et Justitia », pour la vérité et la justice. Devenir agent de police reste très prisé par les jeunes Roumains, qu'ils soient titulaires du baccalauréat ou d'une licence. L'année dernière, 1300 candidats se sont présentés au concours, mais seuls 313 ont été recrutés. Si l'effectif a pu dépasser le millier d'élèves lors de certaines rentrées, celui-ci est d'abord déterminé par le ministère des Finances, question de budget. Car pendant leur scolarité, les élèves n'auront pas à déboursier un seul centime ; en contrepartie, ils s'engagent à travailler au minimum dix ans dans la police, sans quoi ils devront rembourser leurs deux années d'étude.



« Je suis satisfaite d'avoir quitté l'enseignement dans le civil, explique l'inspecteur de police Goran, professeur d'anglais à l'école Vasile Lascăr depuis six ans, ici j'ai un meilleur salaire, les salles de classe sont mieux équipées et surtout les élèves sont intéressés par les sujets traités en cours. » Ce jour-là, il s'agit d'apprendre le vocabulaire anglais lié aux violences domestiques. « Pourquoi est-ce important ? », demande-t-elle aux étudiants de deuxième année. « En tant qu'agent de police, nous sommes les premiers à interagir avec les citoyens, étrangers ou roumains, nous devons donc être capables de communiquer avec eux et de résoudre leur problème », répond l'un d'eux. Beaucoup d'élèves disent avoir choisi ce métier pour être au contact des citoyens. D'autres invoquent le respect de la loi, le plaisir de porter l'uniforme, ou encore un père dans la profession.



Dans la salle de sport, sous les yeux du professeur qui chronomètre, Sandra, 25 ans, doit faire aussi bien que les autres : 50 « abdos » en moins d'une minute. Elle souffle et souffre, mais on l'encourage. Pas facile d'être la seule femme de la classe... Elle reconnaît, non sans fierté, qu'elle a réussi à se faire respecter par ses camarades. Originaire de Râmnicu Vâlcea, Sandra a toujours voulu entrer dans la police, malgré la réticence de ses parents. « *Au moins, en sortant de l'école de police, j'aurai un travail* », assène-t-elle. Et c'est le cas, car chez les agents de police fraîchement diplômés, il n'y a pas de chômage. Ils ont un travail et un salaire – bien que maigre – qui les attendent : 1000 lei par mois (environ 220 euros).



Tous les élèves rencontrés à l'école qualifient leur premier tir d'« *émouvant* ». Apprendre à manier les armes fait évidemment partie de la formation, en plus des cours de tactiques policières, du code pénal, de criminalistique, du code routier... Même si certains professeurs viennent du « civil », la plupart sont des policiers qui après des années de terrain ont décidé de transmettre aux générations futures ce qu'ils y avaient appris.

L'autre Académie

Après quelques années dans le métier, certains agents de police ou sous-officiers – diplômés de l'école de Câmpina – ont la possibilité de changer de grade. Après trois ans de licence à l'académie de police Alexandru Ioan Cuza de Bucarest, ils peuvent devenir officiers ou policiers de frontière. Cette académie forme aussi les pompiers, les gendarmes ou les gardiens de prison. Depuis 1993, elle a délivré 6000 diplômes dans ces différents domaines. Mais là encore, la sélection est rude : il n'y qu'une place pour quatre candidats.



« Lors d'un contrôle routier, imaginez que vous prenez en flagrant délit votre collègue, plus âgé que vous, en train de demander un pot-de-vin à un conducteur. Comment réagissez-vous ? », demande le commandant en chef Enescu et professeur d'éthique. Une élève de première année se lève, cahier à la main : « *Conformément à la loi, je le dénonce auprès de mon supérieur car c'est le seul moyen d'éradiquer la corruption abyssale qui gangrène notre pays...* »

Texte et photos : Julia Beurq

VOTRE PROJET EST UNIQUE,
NOS COMPÉTENCES SONT MULTIPLES

**PARTENAIRE
PRIVÉ
D'UTILITÉ
PUBLIQUE**

Dans le monde entier, le modèle unique intégré de concessionnaire-constructeur-exploitant de **VINCI Concessions** nous positionne aux côtés des décideurs publics, qui doivent répondre aux attentes d'amélioration de la vie quotidienne et de la mobilité de leurs citoyens.

Nos savoir-faire et la capacité à travailler en synergie de nos équipes de développement, de maîtrise d'ouvrage et d'exploitation font de nous **un leader reconnu** dans les projets structurants et complexes d'**infrastructures de transport et d'équipements publics**.

En centrant nos actions sur les attentes du client final, en lui proposant **une offre complète** de services de qualité, nous créons davantage de valeur pour nos clients donneurs d'ordre. Ainsi, notre modèle est vertueux pour l'investissement public, pour la croissance, pour le développement d'un pays ou d'une région et pour l'animation des bassins de population concernés, **dans l'intérêt de tous**.



Pour en savoir plus :
www.vinci-concessions.com



En un peu plus de vingt ans, la police roumaine a réussi à se détacher de son héritage communiste. Avec un taux de criminalité parmi les plus bas d'Europe, elle s'est également fait remarquer sur le continent. Et sa mutation continue, comme l'explique le patron de l'institution, l'inspecteur général de la police roumaine Petre Tobă.

LA PAROLE AU CHEF



Regard : Comment définiriez-vous la police roumaine aujourd'hui ?

Petre Tobă : Il s'agit d'abord de la principale structure en charge d'assurer la sécurité des citoyens, et l'une des institutions les plus solides et les plus complexes de Roumanie. Nous avons plus de 44 activités différentes dans le domaine du maintien de l'ordre public. Le travail de ses 55.000 fonctionnaires permet à la police roumaine d'être un facteur de sécurité et de stabilité autant en Roumanie que sur le plan international. La moyenne d'âge de nos effectifs est de seulement 38 ans, et les femmes sont représentées à hauteur de 13,4%, ce qui est mieux que la moyenne européenne.

Quel est le niveau de criminalité en Roumanie ?

Grâce à une collaboration efficace avec d'autres institutions de l'Etat, le taux de

criminalité en milieu urbain, comme en milieu rural, a baissé de 5,45% l'année dernière, et la délinquance de 18,7%. Les meurtres ont baissé de 17,2% et les vols de 23,9%, soit le plus bas niveau de ces dix dernières années (voir aussi pages 26-27, ndlr). En 2013, le niveau de sécurité a été le plus élevé de ces cinq dernières années. Ce constat se vérifie non seulement par les statistiques mais aussi dans la perception des citoyens à l'égard de la police. Une autre composante importante a été la collaboration avec les procureurs du DNA et du DIICOT (les parquets anti-corruption et anti-criminalité, ndlr) qui nous a permis d'obtenir de très bons résultats notamment dans le domaine de l'évasion fiscale et de la corruption.

Il n'y a pas si longtemps, la police roumaine était une milice...

Le changement s'est fait en plusieurs étapes. D'abord, il y a eu l'adoption

de la loi n°2 du 27 décembre 1989 par laquelle la police s'est substituée à la milice. S'en est suivie une période d'importantes réformes. En août 2002, une loi a permis de démilitariser la police roumaine. La profession de policier a été redéfinie, les gardiens de la paix sont devenus des fonctionnaires avec un statut spécial. Cette réforme était nécessaire et elle a constitué une étape importante dans le processus de modernisation de notre institution. Elle a aussi été l'un des engagements que nous avons assumé pour harmoniser notre fonctionnement aux normes européennes. Quelques années plus tard, la Roumanie est entrée dans l'Union européenne, et je peux vous assurer qu'aujourd'hui, d'un point de vue technique, nous sommes tout à fait prêts pour adhérer à l'Espace Schengen. Vous savez, il a fallu de la patience et un gros travail pour changer la perception des Roumains à l'égard des forces de l'ordre. Nous y

sommes arrivés grâce à un professionnalisme sans faille. Aujourd'hui, mon objectif est que la population voit le policier comme un partenaire, comme quelqu'un qui aide et pas seulement qui sanctionne.

La corruption, tant décriée par les Etats les plus réticents à l'adhésion de la Roumanie à Schengen, reste-t-elle un problème ?

Nous avons intensifié les efforts pour la combattre, et notamment multiplié les campagnes de communication interne pour informer des risques encourus. Ces dernières années, il y a eu plusieurs condamnations pour prise de pots-de-vin. Mais rapporter à l'ensemble de nos effectifs, le nombre de policiers condamnés pour corruption en 2013 a été de 0,2%, soit 16% de moins qu'en 2012. En parallèle, nous avons mis en place un système de récompenses pour encourager les comportements exemplaires pendant le service.

Rencontrez-vous des problèmes de recrutement ?

L'année dernière, 1190 policiers, dont 390 officiers et 800 agents, ont intégré la police roumaine. Chaque année, la concurrence sur les postes que nous ouvrons aux concours est très forte, ce qui montre que le métier de policier est encore très recherché chez les jeunes.

Ces dernières années, plusieurs opérations très médiatisées ont mis en relief les coopérations transfrontalières auxquelles votre institution prend part...

Effectivement, nous avons développé des coopérations très avancées avec le Corps des attachés d'administration et les officiers de liaison accrédités à Bucarest, ainsi qu'avec les agences d'application de la loi des Etats-Unis. L'année dernière, la police roumaine fut par ailleurs présente sur cinq théâtres d'opération de maintien de la paix sur trois continents : en Haïti, en République démocratique du Congo (deux opérations, ndlr), en Afghanistan et en Géorgie. Nos policiers travaillent également comme experts au sein de

plusieurs organisations internationales. Au niveau européen, la Roumanie est le premier utilisateur des outils mis à disposition par le système informatique de Schengen.

Comment voyez-vous le futur ?

Notre principal objectif reste celui du maintien de l'ordre. En parallèle, nous allons nous concentrer sur la prévention et la lutte contre la criminalité organisée, ainsi que sur le renforcement d'un climat de légalité dans le milieu des affaires. Mais ces missions ne seront possibles que si nous possédons les ressources humaines et les moyens nécessaires. Un autre enjeu important est celui de la mise en place du nouveau système pénal. L'entrée en vigueur début février d'un nouveau code nous a obligé à créer d'autres structures et des méthodologies de travail innovantes.

Propos recueillis par Jonas Mercier.
Photo : Mediafax

VEOLIA WATER SOLUTIONS & TECHNOLOGIES

est un des leaders mondiaux dans la réalisation des projets de stations de traitement d'eau pour les municipalités et le secteur industriel.

La police de proximité n'a qu'une petite dizaine d'années en Roumanie. A Bucarest, 300 nouveaux « sectoriști » ont été recrutés, des agents de sécurité affiliés à certains quartiers. Rencontre avec l'un d'eux, Mihai Marius, agent à la section 19 dans le quartier Rahova.

AGENT DOUX

LA JOURNEE DEBUTE PAR UN

rendez-vous à l'école 125 située dans la rue Turnu Măgurele, au sud de la ville. Mihai Marius se rend dans cette école chaque semaine. « Je suis à leur disposition, ils ont mon numéro. Maintenant on ne dit plus : « la police est dans l'école », mais « Mihai est venu aujourd'hui » », s'amuse l'agent. Ce matin, Mihai n'est pas tout seul pour parler aux élèves ; Daniela Gavril, officier de proximité en

mes que 14 officiers de prévention dans tout Bucarest ; il y a des jours où j'ai des activités dans cinq écoles différentes », précise la jeune femme.

Mihai se dirige ensuite au commissariat 19, à quelques pâtés de maisons de l'école. Le hall d'entrée est bondé en cette fin de matinée. Les deux jeunes

DEUX AGENTS DE PROXIMITE POUR 30.000 PERSONNES

Mihai Marius rentre lui aussi quelques informations dans la base de données du service. Travail nécessaire lorsque l'on n'est que deux pour couvrir un vaste quartier. « Avec mon collègue Roland Mustață, nous sommes en charge d'un territoire immense sur lequel vivent 30.000 personnes. Or, nous n'avons qu'une seule voiture à se partager entre 14 agents de proximité, et ce sur toute la section 19 », déplore-t-il.

La journée d'un agent de proximité débute d'ordinaire peu avant 8h, en lisant le rapport interne pour s'informer de ce qui s'est passé la veille et pendant la nuit. Mihai reprend : « Dans notre service, nous devons faire face à beaucoup de conflits familiaux, de problèmes de bruit, d'abandons, de disputes entre voisins, entre maris et femmes. Nous avons donc un vrai rôle de médiateur. C'est un quartier dense avec deux gros marchés. C'est aussi l'entrée et la sortie de la capitale, il y a beaucoup de passage. Chaque matin, la salle d'attente est remplie. »

Mihai (38 ans) est dans la police depuis 1996, et travaille à la proximité depuis neuf ans. Il gagne 2500 ron par mois (environ 550 euros). Pour lui, l'avantage de son travail, outre l'aspect relationnel, consiste dans la nature de son aire d'activité... « Je suis originaire d'Urziceni, donc je suis content de ne pas avoir d'immeubles dans ma zone. C'est aéré, j'ai l'impression d'être à la campagne. Tous mes collègues proposent des caméras de surveillance dans les immeubles aux associations de locataires. Dans les rues où je travaille, on n'en est pas encore là. »

Une campagne d'information a débuté à l'automne afin de promouvoir ces caméras. Beaucoup franchissent le



L'agent de police Mihai Marius.

charge de la prévention de la criminalité dans le secteur 5, anime le cours. Le programme du jour s'intitule « Où se trouve la loi, il n'y a pas à marchander » (Unde-i lege, nu-i tocmeală). Vingt-deux élèves de 14 ans écoutent sagement la présentation, il est question de la responsabilisation des mineurs devant la loi à partir de 14 ans. Les élèves écoutent, en silence. Lorsqu'on leur demande de citer une mauvaise action qui peut être punie par une amende, une réponse fuse : « Marcher sur l'herbe... ».

L'école compte 300 élèves, des tout petits jusqu'aux collégiens. Daniela est passée dans toutes les classes. « Je fais environ 270 interventions par an dans les écoles, car je suis toute seule sur l'ensemble du secteur 5. Nous ne som-

mes que 14 officiers de prévention dans tout Bucarest ; il y a des jours où j'ai des activités dans cinq écoles différentes », précise la jeune femme. On traverse des couloirs remplis de monde pour arriver dans le bureau que Mihai Marius partage avec son binôme sur la zone 4, Roland Mustață, ainsi qu'avec l'équipe de la zone 8. Romeo Georgescu et son collègue Cosmin Codrea viennent de rentrer et tapent leur rapport. Ils souhaitent démarrer une procédure contre un jeune pour endommagement de véhicule, conscients que depuis le 1er février un mineur doit être entendu en présence d'un avocat. « Lorsque j'ai commencé, on avait un langage plus formaté, plus communiste disons, explique Romeo Georgescu, le doyen de l'équipe. Petit à petit, ça change. Les jeunes ont compris qu'on était des médiateurs et que l'on jouait un rôle d'aide au citoyen dans ses démarches. »



pas. La police, confortée par les récents chiffres en baisse de la délinquance, les considère comme un allié de poids.

LE RALLYE DES CARPATES

Sur le territoire de Mihai, en ce début d'après-midi, un magasin vient précisément de s'équiper en caméras. Un homme veut se faire prendre en photo avec Mihai mais celui-ci lui répond en rigolant que tous les commissariats du

quartier ont déjà sa photo. « Cela fait cinq ans seulement que ces rues sont asphaltées. Il faut s'imaginer notre travail avant ; on vérifiait l'eau, le courant, les ordures... Il a aussi fallu faire l'inventaire de toutes les maisons pour savoir qui vivait où, et connaître les besoins des gens. (...) Aujourd'hui, on s'occupe aussi des dossiers pénaux, des pétitions, de la relation avec les associations. On est présent pour les fêtes religieuses aussi. Je connais bien le pope ; à la messe il dit

sans arrêt aux gens de venir me voir s'ils ont un souci. C'est important d'avoir des relais sur le terrain. »

Beaucoup de foyers du quartier n'ont toujours pas de papiers en règle, avec l'adresse de l'endroit où ils vivent. « Chaque jour, on fait au moins deux, trois vérifications de papiers d'identité », soupire Mihai. Un peu plus loin, une rue étroite mène à un autre magasin. La propriétaire, d'une cinquantaine d'années, n'a pas sa langue dans sa poche... « Monsieur l'agent, il faudrait venir plus souvent le soir par ici, car c'est le rallye des Carpates, les jeunes font n'importe quoi avec leurs voitures. »

La fin de la journée se profile et les rues s'animent un peu. Dans le bureau de Mihai, les collègues s'occupent d'un homme en proie à un problème familial. Les policiers promettent de passer rapidement chez lui. Mihai conclut : « On va bientôt partir en réunion puis il va falloir classer tout ça. Chaque jour on envoie trois, quatre dossiers au Parquet. Sans notre travail de médiation sur le terrain, je vous laisse imaginer... ».

Benjamin Ribout
Photos : Mihai Barbu



Craignant un essoufflement des exportations, qui ont représenté le principal moteur de l'économie l'année dernière, le gouvernement appelle les Roumains à délier les cordons de leurs bourses pour doper la consommation. Mais l'avis des analystes est partagé.

DEPENSER POUR AVANCER ?



Le mall Promenada à Bucarest.

EN 2013, LA CONSOMMATION A progressé d'un maigre 0,5%. Mais en décembre, traditionnellement appelé le « mois des cadeaux » en Roumanie, les achats ont explosé d'un solide 6,7%, ce qui a surpris les observateurs les plus prudents. Une étude du Mednet Marketing Research Center confirme l'envolée : le budget consacré aux fêtes de Noël et de la Saint Sylvestre a progressé de près d'un quart, passant de 1255 lei en 2012 (environ 280 euros), à 1541 lei en 2013 (environ 340 euros). Les analystes s'interrogent toutefois s'il s'agit d'une tendance appelée à durer, alors que les revenus moyens des Roumains permettent à peine de satisfaire leurs besoins de base.

Selon l'Institut national des statistiques, un ménage roumain a gagné en moyenne 2528 lei par mois au troisième trimestre 2013 (environ 560 euros), en hausse par rapport aux 2475 lei de 2012 (environ 550 euros). Mais l'écart

entre villes et campagnes s'est creusé : en 2012, les revenus d'un ménage en milieu urbain étaient de 23,5% supérieurs à ceux d'un ménage vivant à la campagne. Au troisième trimestre 2013, cet écart est passé à 38,7%.

Les dépenses ont pour leur part atteint 2267 lei mensuels au troisième trimestre de l'année dernière (environ 500 euros), contre 2244 lei en 2012 (un peu moins de 500 euros). Les achats de produits alimentaires ont représenté près de 41% de ce total, devant les frais liés au logement (électricité, gaz, eau...) et l'essence, qui se sont élevés à 15,5% des dépenses. Celles consacrées aux loisirs, au tourisme, à la culture et à l'éducation n'ont représenté que 6,8% du total.

Une enquête de la compagnie Nielsen sur la consommation et le moral des ménages dresse un tableau similaire : un quart des Roumains dépense l'ensemble de ses revenus pour des produits et services de base. Parmi ceux qui gagnent un peu plus que le strict nécessaire, 30% utilisent la différence pour rembourser des dettes, et 23% pour acheter des vêtements. Seuls 26% des Roumains arrivent à mettre de l'argent de côté d'un mois sur l'autre, contre une moyenne européenne à 33%. De la même façon, ils sont à peine 16% à partir en vacances, contre 27% pour les autres Européens.

Seuls 26% des Roumains arrivent à mettre de l'argent de côté d'un mois sur l'autre, contre une moyenne européenne à 33%

Malgré ces chiffres, le gouvernement, les organismes financiers internationaux et certains banquiers estiment que la consommation peut devenir un moteur de la croissance. « La demande intérieure a progressé très lentement ces dernières années mais nous nous attendons à une accélération en 2014, à la faveur d'une inflation ayant atteint son plus bas historique, d'une réduction des taux d'intérêt et d'un tassement du chômage », a récemment souligné dans un communiqué Greg Konieczny, manager du Fonds Proprietatea et vice-président de Templeton Emerging Markets Group.

Même son de cloche chez Erste Bank qui se félicite dans un rapport que la banque centrale se soit montré prête ces derniers mois à soutenir la demande en impulsant les crédits en monnaie locale, même si leur progression est restée faible (+ 0,7%) en 2013. « Une poursuite de la politique de réduction des réserves minimum obligatoires des banques devrait encourager la consommation », estime Erste Bank dans un communiqué. La chef de la mission du Fonds monétaire international (FMI) en Roumanie, Andrea Schachter, a pour sa part confirmé lors d'une conférence de presse en janvier que la consommation devrait devenir le moteur de l'économie en 2014, aux côtés d'une meilleure utilisation des fonds européens.

« *A part la hausse des revenus, un autre ingrédient est indispensable, à savoir la confiance dans l'évolution favorable de l'économie à moyen et long terme* »

Ceci étant, certains analystes restent réservés. C'est le cas d'Aurelian Dochia : « L'idée d'encourager la consommation est très en vogue en ce moment, partout dans le monde. Mais il ne faut pas oublier que la crise économique qui a frappé la Roumanie a été en partie provoquée par la flambée de la consommation. Je trouve cela étrange d'essayer de guérir une maladie en utilisant exactement la même drogue qui l'a provoquée », souligne-t-il, appelant à « ne pas tomber de nouveau dans le piège d'encourager la consommation à crédit », et reprendre ainsi le cycle qui a généré la crise. De son côté, le ministre délégué au Budget Liviu Voinea reconnaît que la majoration des revenus en 2013 ne s'est pas traduite par une hausse de la demande intérieure comme l'espérait le gouvernement. « L'essentiel des fonds supplémentaires sont allés vers les banques, vers le remboursement des crédits », a-t-il expliqué lors d'une interview sur la chaîne ProTV.

Pour stimuler la consommation, le gouvernement a proposé en février un schéma complexe qui devrait permettre à quelque 900.000 Roumains ayant des crédits et dont le salaire ne

dépasse pas 1600 lei par mois (environ 355 euros) de bénéficier d'un rééchelonnement de leurs dettes, assorti d'une déduction des impôts sur leur salaire pendant deux ans. Les autorités espèrent ainsi que les Roumains qui se retrouveront avec un peu plus d'argent dans leurs poches à la fin du mois en profiteront pour s'acheter des produits hors de portée jusque-là. Selon les calculs officiels, jusqu'à 4 milliards de lei supplémentaires pourraient aller dans la consommation sur deux ans. Le manque à gagner pour l'Etat suite aux exemptions d'impôt serait compensé par les recettes en plus provenant de la TVA.

« Il s'agit d'une mesure purement électorale qui ne contribuera pas à alléger le fardeau des débiteurs », réplique l'analyste Moise Guran, rappelant que pour un Roumain qui doit rembourser un crédit hypothécaire sur 30 ans, le remboursement principal s'élève à 30 euros par mois, mais les intérêts, à 180 euros. Si le projet du gouvernement permettra de réduire de moitié les mensualités, il exclut cependant les sommes dues en tant qu'intérêts. « Cela ne représente pas une aide réelle », soutient M.Guran.

Pour Aurelian Dochia, le projet des autorités « n'a qu'un seul avantage : sa capacité de nuisance est limitée ». Si la mesure ne se transformera pas en solution magique, « elle n'aura pas non plus d'effet catastrophique pour l'économie », assure-t-il, faisant valoir qu'il s'agit d'un programme optionnel aussi bien pour les clients que pour les banques. « En 2013, les revenus des Roumains ont progressé sans que cela ait encouragé la consommation qui est restée atone, sauf en décembre. Cela veut dire qu'à part la hausse des revenus, un autre ingrédient est indispensable, à savoir la confiance dans l'évolution favorable de l'économie à moyen et long terme », insiste M. Dochia. « Pour acheter des biens de consommation de longue durée ou des automobiles, les gens doivent être sûrs qu'ils pourront compter sur les mêmes revenus l'année prochaine, l'année d'après et ainsi de suite. Or, la confiance des ménages est encore faible. »

Mihaela Rodină
Photo : Mediafax

LE MODE binôme

Anesthésiée par une double crise économique et politique qui a frappé le pays ces dernières années, la Roumanie semble enfin sortir de sa léthargie. Mais il faudrait aller plus vite, et remédier notamment à certaines déficiences structurelles, comme celle du manque d'infrastructures dans les transports. Une solution sans doute : prendre le train des partenariats public-privé.

PEU DEVELOPPES DANS LES PAYS de l'est européen de façon générale, les partenariats public-privé (PPP) – partenariat entre une entité publique et une société privée – s'imposent désormais

le partenaire privé en cas de résiliation anticipée du contrat, ce qui n'était pas le cas jusqu'à maintenant », note Monica Rațiu, l'une des experts qui a participé à la rédaction de la loi. L'expérience

des transports, devraient donc voir le jour dans les années à venir. Et la Roumanie voit grand. Exemples : les autorités comptent démarrer cette année la construction d'une plateforme



Lors du séminaire sur les PPP, le 10 février au Novotel de Bucarest.

comme l'une des solutions pour résoudre certaines carences économiques, notamment dans le domaine des infrastructures. La volonté des autorités roumaines d'aller dans ce sens devrait précisément se concrétiser par les normes d'application de la nouvelle loi régissant ce type de contrat. « L'une des principales avancées prévue par le texte est l'introduction de compensations pour

roumaine a déjà été enrichie par des cas concrets d'expertise internationale sur les enjeux juridiques, économiques et financiers des PPP en tant qu'instrument innovant pour la réalisation de projets d'infrastructures. Sur la base de ce nouveau cadre législatif, de nombreux projets d'importance, notamment dans le domaine

industrielle dans le port maritime de Constanța, un investissement de 70 millions d'euros. En 2015, c'est la relance du chantier du canal reliant Bucarest au Danube, lancé par Nicolae Ceaușescu, qui est prévue. Le contrat est estimé à 1,7 milliard d'euros. A plus long terme, le ministère des Transports a indiqué vouloir percer une nouvelle ligne de métro reliant Bucarest à sa

banlieue sur 25 kilomètres, pour 1,5 milliard d'euros.

Le pays a bénéficié entre 2007 et 2013 d'un budget européen de 5,7 milliards d'euros pour développer ses infrastructures de transport. Mais ces fonds n'ont été alloués qu'aux projets inclus dans la stratégie de développement décidée en accord avec Bruxelles. « Il existe des fonds européens plus flexibles que ceux attribués dans le cadre des plans opérationnels », a rappelé François Gaudet du Centre européen d'expertise des partenariats public-privé, lors du séminaire sur les PPP organisé le 10 février dernier par le Service économique de l'ambassade de France (voir encadré). Présent également à ce séminaire, Simon David Ellis de la Banque mon-

Séminaire de pointe

En collaboration avec la Chambre de commerce et d'industrie française en Roumanie, le Service économique de l'ambassade de France à Bucarest a organisé le 10 février dernier (hôtel Novotel, Bucarest) un séminaire sur les partenariats public-privé (PPP) dans le domaine des infrastructures de transport. L'événement, placé sous le patronage du Premier ministre Victor Ponta, a permis de rassembler les experts français du sujet (Mission d'appui aux PPP du ministère des Finances, Institut de la gestion déléguée, Groupement des autorités locales responsables des transports, ou encore la Caisse des dépôts et consignations), mais également les représentants de grandes entreprises françaises (Vinci Concessions, Egis, Alstom, Société Générale, BNP Paribas), afin de partager leur expérience avec les autorités roumaines. J.M.

diale, qui a assuré que son organisation comptait « poursuivre son soutien dans plusieurs domaines en encourageant les PPP, notamment pour le développement

des infrastructures de transport ». Jonas Mercier Photo : Radu Tuta

En cœur pour l'EUROPE DU SUD-EST

Les 11 et 12 février, au lendemain du séminaire sur les partenariats public-privé (lire l'article *Le mode binôme*), plus de 400 sociétés de 14 pays ont participé au forum régional « France – Europe du sud-est », organisé à Bucarest par la Mission économique UbiFrance de l'ambassade de France. « De nombreux grands groupes français ont l'intention de se développer dans cette région comptant plus de 70 millions d'habitants. (...) A travers ce forum, notre objectif est de les aider à mieux comprendre l'environnement de leurs futurs investissements », a notamment déclaré Philippe Garcia, directeur d'UbiFrance Roumanie. Quant à l'hôte de marque, le Forum (via la société Pitech+Plus) a invité le fameux publiciste français Jacques Séguéla qui a donné deux conférences. A noter par ailleurs qu'une délégation d'une dizaine de sociétés marocaines, actives dans les domaines de l'industrie pharmaceutique et de l'agro-alimentaire, était également au rendez-vous, rejoignant des acteurs historiques sur le marché roumain, tels Renault-Dacia, Vinci, Bouygues, Egis, Lafarge, Veolia Environnement, Thales, BRD-GSG, Valeo, Carrefour, Orange... Source : communiqué UbiFrance



Budget clos

Le gouvernement n'appliquera pas cette année la taxe de solidarité sur les grands revenus et ne compte pas non plus introduire un taux progressif d'imposition, a confirmé le Premier ministre Victor Ponta le 27 février dernier. « *Le budget pour cette année a été arrêté, des changements ne sont plus possibles* », a-t-il soutenu. D'un autre côté, le chef du gouvernement a affirmé que la rupture de la coalition au pouvoir, avec le départ des libéraux, ne changerait pas la liste des priorités, sur laquelle figurent la réduction de cinq points du taux des cotisations retraite – le taux actuel de 31,3% baissera jusqu'à 26,3% ; le salarié se verra toujours retenir 10,5%, mais la cotisation patronale passera de 20,8 à 15,8% –, et la non-imposition du profit réinvesti. Ces deux questions devraient être de nouveau négociées avec le Fonds monétaire international au mois d'avril. R.R.

Cap sur la mer Noire

Le développement économique de la région de la mer Noire est loin d'être un projet avorté. Au cours d'une conférence organisée le 30 janvier dernier à Bucarest, six pays riverains (Bulgarie, Roumanie, Géorgie, Ukraine, Turquie et Russie) ont réaffirmé leur engagement pour stimuler la coopération maritime dans cette région. Maria Damanaki, commissaire européenne pour les affaires maritimes et la pêche, a déclaré que Bruxelles désirait appuyer tout agenda basé sur des projets concrets. Le plus ambitieux, et le plus coûteux, serait celui d'une autoroute de 7000 kilomètres qui contournerait la mer Noire et passerait par 12 pays. R.R.

PROJET ELECTRIQUE ENTRE CONSTANȚA ET ISTANBUL

« *Le câble électrique sous-marin entre la Roumanie et la Turquie est faisable et viable, vu les nouvelles technologies et les prix actuels de l'énergie* », a déclaré le 23 janvier dernier le ministre turc de l'Energie, Taner Yildiz, lors de sa visite à Bucarest. Les deux gouvernements appuient le projet qui devrait coûter au moins 500 millions d'euros. Le câble, long d'environ 400 kilomètres, relierait Constanța à Istanbul, et devrait permettre à la Roumanie de vendre une partie de son surplus d'énergie. Aujourd'hui, le pays consomme de 8 à 9.000 Mégawatts, mais ses capacités de production d'électricité dépasseraient 20.000 Mégawatts. R.R. (avec AFP)

Nouvelles voies

Quand à deux reprises, en 2006 et 2009, la Russie a suspendu ses livraisons de gaz vers l'Ukraine, affectant directement l'approvisionnement de la Roumanie et de la Bulgarie, il est apparu crucial pour ces deux pays de trouver d'autres alternatives. Et notamment de joindre leurs réseaux respectifs.

L'INTERCONNEXION GAZIERE

Roumanie – Bulgarie, entre les villes de Giurgiu et Ruse, est presque terminée et devrait entrer en service dans le courant du mois d'avril. Long de 25 km (15 km sur le territoire bulgare, 5,2 km en Roumanie, et environ 4 km au fond du fleuve Danube), ce gazoduc aura une capacité de transit de 1,5 milliard de m³ de gaz par an. Sur les deux rives du Danube, deux stations de mesure des paramètres techniques de transport du gaz seront installées, l'idée étant que le tube soit ultérieurement connecté au reste de l'Europe. Un projet de plus de 30 millions d'euros – un tiers de cette somme provient de fonds européens, Bucarest et Sofia finançant le reste.

La réalisation de l'interconnexion a commencé en 2012 et aurait dû

s'achever en 2013. Mais du côté bulgare, la découverte de vestiges antiques de l'époque romaine au milieu du chantier a retardé les travaux. Un problème d'ordre géologique est également apparu sur le segment submergé du projet. Mais il semblerait que ces difficultés soient aujourd'hui résolues. Selon Dumitru Chisăliță, expert en ressources naturelles et professeur à l'université de Brașov, « *cette interconnexion augmentera l'intégration des marchés de l'énergie dans la région Europe du sud-est. (...) Le gaz de la mer Caspienne, d'Irak, d'Iran ou d'Egypte pourra arriver en Europe, diminuant ainsi notre dépendance vis-à-vis du gaz russe, même si celui-ci va rester pendant encore longtemps une source d'approvisionnement principale* ».

A noter par ailleurs que la Roumanie

– dont les réserves en gaz naturel seraient d'environ 100 milliards de m³, se situant dans ce domaine en troisième position parmi les pays de l'UE – est en train de construire deux autres interconnexions gazières avec la Hongrie (Arad-Szeged), et la république de Moldavie (Iasi-Ungheni). De son côté, la Bulgarie a des projets similaires avec la Turquie, la Grèce et la Serbie.

Daniela Coman

* Le 10 février, le ministère de l'Environnement bulgare a approuvé la proposition d'investissement pour le fameux pipeline South Stream, une nouvelle route pour les réserves de gaz russe proches de la mer Noire, qui traversera notamment la Bulgarie, la Serbie, la Hongrie et la Slovaquie afin d'approvisionner l'Europe de l'ouest.

RENAULT CAPTUR. VIVEZ L'INSTANT.



5 ÉTOILES Euro NCAP

R-LINK: TABLETTE MULTIMÉDIA INTÉGRÉE ET CONNECTÉE
100% PERSONNALISABLE
MOTEUR ENERGY TCe 120



Renault préconise elf

DRIVE THE CHANGE



JOLI TRAIN

La ville de Craiova revient en force sur le devant de la scène industrielle avec le projet Hyperion : la première rame automotrice électrique fabriquée en Roumanie depuis 1990.

COMPAGNIE PRIVEE A CAPITAL roumain, Softronic « est le seul fabricant de locomotives électriques d'Europe de l'est », s'enorgueillit Radu Zlatian, l'un de ses consultants. En 2009, cette société basée à Craiova a démarré le projet Hyperion, un train électrique doté de moteurs asynchrones, hautement performants. Investissement total : 10 millions d'euros. La partie concep-

passagers), « ce train à quatre voitures consomme trois fois moins d'énergie qu'un train classique transportant le même nombre de passagers, soit 180 », précise le consultant.

Si tout se passe bien, Hyperion devrait se lancer sur les rails fin mars, et assurer la liaison Motru-Craiova-Bucarest, soit environ 330 kilomètres. S'il peut atteindre 160 km/h, la vitesse de croisière sera celle permise par le réseau sur ce trajet : il y a des tronçons où le train pourra aller à 120 km/h, d'autres où il ne pourra dépasser 30 km/h. Ce qui n'est pas très glorieux à l'heure des trains à grande vitesse. Exploité par une petite compagnie satellite de Softronic, Softrans, Hyperion ne se distinguera donc pas vraiment, côté vitesse de croisière, des locomotives et voitures neuves ou modernisées de CFR Călători – la branche voyageurs de la compagnie nationa-

le des chemins de fer –, l'infrastructure ferroviaire du pays ne permettant pas de dépasser 140 km/h sur les voies.

« Le réseau ferroviaire roumain (qui s'étend sur 19.977,11 kilomètres, ndlr) est confronté non seulement à un sous-financement, mais aussi à des vols et destructions d'éléments d'infrastructures. (...) Ceci étant, plusieurs projets de modernisation visant à accroître la vitesse de croisière des trains sont en cours », a récemment indiqué dans un communiqué CFR Infrastructură, la branche infrastructures. Radu Zlatian déplore cependant qu'« en Roumanie, comme dans d'autres pays moins développés que les pays de l'Ouest, le transport ferroviaire ne cesse de régresser, le nombre de voyageurs et la quantité de marchandises transportés par voie ferrée diminuant d'une année sur l'autre. Le problème, c'est que le transport ferroviaire a besoin du soutien de l'Etat, car l'infrastructure coûte très cher ». Quoi qu'il en soit, Softronic a déjà lancé la production d'une deuxième rame du même type qu'Hyperion, dont la mise en service est prévue à la fin de l'année.

Alexandra Pop
Photo : Softronic

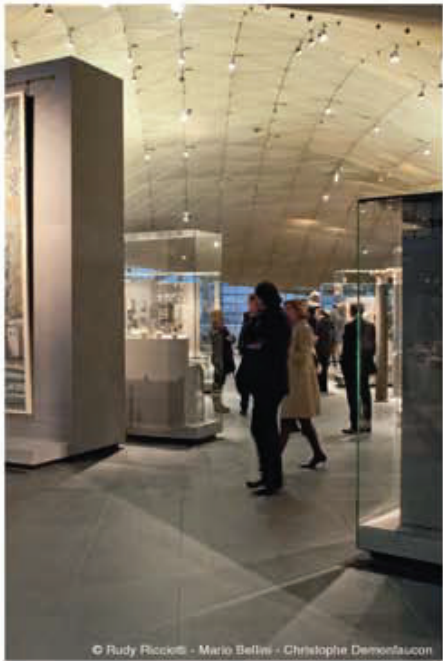
Chemins de l'histoire

La première ligne de chemin de fer en Roumanie a été ouverte en 1854, et reliait les localités d'Oravița et Baziaș, à l'ouest du pays. « Les débuts de la voie ferrée coïncident à peu près à ceux des autres chemins de fer européens », soutient Mircea Dorobanțu, directeur du Musée des chemins de fer, situé calea Griviței à Bucarest. Entre 1864 et 1880, plusieurs voies ferrées furent construites sur le territoire des Principautés par des compagnies étrangères, qui en étaient les concessionnaires. La création de la CFR (Compagnie des chemins de fer roumains), en 1880, a permis à l'Etat de reprendre ces concessions. Et lors de la Grande Union de 1918, toutes les voies ferrées des régions ayant appartenu à l'Autriche-Hongrie et à la Russie sont devenues propriété de la CFR – en 1998, la CFR a été divisée en plusieurs entités, dont CFR Infrastructură, CFR Călători, et CFR Marfă (la privatisation de cette dernière demeurant toujours en suspens).

Hyperion inclut des composants fabriqués par plusieurs grandes sociétés européennes du secteur, dont ABB Suisse, Voith ou Knorr-Bremse. Doté d'équipements très modernes (Wifi, éclairage en fonction de la lumière naturelle, conduite simplifiée, système vidéo pour la communication avec les



© LAFARGE Médiathèque



Le béton Lafarge accompagne l'audace architecturale au musée du Louvre

Pour le nouveau département des Arts de l'Islam du musée du Louvre, nous avons travaillé en étroite collaboration avec les architectes Rudy Ricciotti et Mario Bellini afin de proposer les matériaux les mieux adaptés à la création de ce projet architectural et muséographique qui met le béton à l'honneur.

Choisis pour leurs qualités structurelles et leur esthétique, nos bétons sont omniprésents dans ce nouvel espace muséographique, dont la réalisation aura nécessité un total de 5 800 m3 de béton. A dominante noire, le béton auto-plaçant Agilla® apporte une dimension particulière à la collection: profondeur des espaces et mise en valeur des objets exposés. Il a été utilisé sur les murs, les colonnes de soutien du plancher, sans oublier l'escalier de 16 m de long reliant le sous-sol au rez-de-cour. Cet escalier, coulé d'un seul bloc par injection de béton par le bas, est une œuvre sculpturale en tant que telle qui contribue à la fluidité des espaces.

Le béton fibré ultra-hautes performances (BFUP) Ductal® se retrouve également dans la cimaise qui supporte le porche mamlouk, une des œuvres majeures de l'exposition, ainsi que sur les marches et contremarches de l'escalier et dans les couloirs qui relient le bâtiment aux autres salles du musée.



Mieux gérer la consommation d'énergie est devenu un enjeu capital pour l'économie roumaine. Et il ne s'agit pas seulement d'environnement mais aussi d'économie d'argent.

« **L'EFFICACITE ENERGETIQUE EST vue comme un combustible secret, pourtant elle se trouve devant nos yeux** », déclarait en octobre dernier Maria van der Hoeven, directrice de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) lors d'un congrès organisé en Corée du Sud. A son tour, Andreas Gürtler, directeur de la Fondation européenne pour l'isolation industrielle, affirmait quelques jours plus tard que « *l'isolation industrielle entraînerait des économies conséquentes, mais de façon surprenante, elle n'est pas vraiment prise en compte* ».

Forts de ces constats, les spécialistes de l'Association roumaine pour la promotion de l'efficacité énergétique (ARPEE) ont lancé, le 23 janvier dernier, un Livre blanc sur l'efficacité énergétique. Les premières conclusions sont sans appel : la Roumanie consomme presque deux fois moins d'énergie par habitant que la moyenne de l'Union européenne, mais utilise deux fois et demie plus d'énergie que la moyenne européenne pour produire 1000 euros de produit intérieur brut (PIB). Les pertes d'énergie dans le secteur industriel roumain s'élèvent ainsi à 30 – 35%, tandis que 40 à 50% de l'énergie utilisée dans les immeubles est tout simplement gaspillée.

Selon Ioan Dan Gheorghiu, conseiller du Premier ministre pour les questions énergétiques, le pays va probablement rater la cible dénommée « 20/20/20 » fixée par Bruxelles pour l'année 2020 : « *Nous sommes très près d'atteindre 20% de réduction d'émissions de CO₂, nous avons pratiquement atteint la cible de 20% du poids de l'énergie renouvelable dans la production nationale, mais en ce qui concerne l'efficacité énergétique, nous ne sommes qu'à 2 ou 3%.* » Paroles confirmées par Emil Calotă, vice-président de l'Autorité nationale de réglementation dans le domaine de l'énergie (ANRE), qui estime que le système actuel de pénalités pour

décourager la consommation d'énergie devrait plutôt être remplacé par un mode d'incitation du consommateur à investir pour économiser l'énergie.

Autre problème, le bois représente toujours la principale source de consommation énergétique de la population roumaine – plus de 43% – loin devant le gaz naturel, le charbon et l'électricité, qui est l'énergie la moins utilisée dans les foyers. Ceci étant, le bois pourrait aussi faire partie des solutions. Aureliu Leca, professeur à l'Université polytechnique de Bucarest, assure qu'une partie de la biomasse, notamment les résidus végétaux résultant de l'exploitation du bois et des activités agricoles, représente plus de 50% du potentiel total des

énergies renouvelables en Roumanie. En utilisant ces résidus pour produire de l'électricité ou de la chaleur, ou bien en les transformant en biogaz, la Roumanie pourrait assurer 10% de sa production d'énergie, et procurer ainsi du chauffage pour la majorité de la population.

Quant aux 80.000 immeubles d'appartements très mal isolés à travers tout le pays, hérités de l'époque communiste, leur réhabilitation thermique coûterait environ 5 milliards d'euros, et durerait entre 8 et 10 ans, toujours selon le professeur Leca. Un prix lourd à payer, mais nécessaire. « *Cela ne pourra se faire que si les Roumains retrouvent un certain esprit communautaire, de solidarité,*

souligne Gilles Humbert, président de l'ARPEE et de Dalkia Roumanie. (...) *S'ils décident d'un choix de chauffage ensemble et non pas les uns contre les autres, associent les acteurs publics, privés, les associations, vers un même but.* » La législation européenne oblige les autorités des Etats membres à réhabiliter 3% des bâtiments publics chaque année. Mais en Roumanie, hormis le remplacement des fenêtres, rien n'a encore été fait.

Răsvan Roceanu

Dessin : Sorina Vasilescu

ENERGIE à bout



Des milliards d'euros de pertes

L'Association roumaine pour la promotion de l'efficacité énergétique (ARPEE) a été créée en octobre 2012 par neuf grandes compagnies privées – ABB, Alstom, Dalkia Roumanie, Elcomex, EnergoBit, GDF Suez Energy Roumanie, Lafarge Roumanie, OMV Petrom et PricewaterhouseCoopers – totalisant 30.000 employés et un chiffre d'affaires annuel de 8 milliards d'euros en Roumanie. L'objectif déclaré est de promouvoir les activités qui visent l'efficacité énergétique par le dialogue avec les décideurs politiques, les consommateurs industriels et domestiques, et les ONG. Selon l'ARPEE, l'efficacité énergétique pourrait à terme faire économiser 5 à 7 milliards d'euros à la Roumanie, soit 4 à 6% du PIB. L'ARPEE estime par ailleurs que face à l'augmentation des prix de l'énergie dans les années à venir, conséquence de la libéralisation du marché, la performance énergétique est primordiale afin notamment de protéger les consommateurs les plus vulnérables. Pour le professeur Aureliu Leca, « *l'efficacité énergétique est effectivement la meilleure solution pour protéger les consommateurs, mais elle dépend surtout de la capacité de l'Etat à bien gérer les institutions concernées, et à mettre en place la bonne législation ainsi que des programmes adéquats* ».

DERRIERE LES ARBRES

EN AVRIL, LE GOUVERNEMENT

compte lancer un vaste programme national de protection des routes et autoroutes contre la neige et le vent. L'idée : planter des arbres tout le long, comme bien d'autres pays européens aux hivers rudes l'ont déjà fait. Ainsi, plus de 1700 km de routes seront en principe protégés, une opération à la charge de Romsilva, la Régie nationale des forêts. Déjà 30 millions de lei (environ 6,7 millions d'euros) ont été alloués pour protéger 870 km de routes cette année – d'après les premières déclarations officielles, les propriétaires des terrains concernés seront indemnisés de 1000 lei par hectare et par an sur une période de dix ans. Selon Cosmin Mateescu, ancien ingénieur forestier, « *en plus des arbustes et buissons, il faudra choisir des espèces à croissance rapide, comme le peuplier hybride euraméricain, l'acacia, le saule ou l'aulne, en fonction de la région. Quoi qu'il en soit, ces rideaux ne seront efficaces que dans environ dix ans* ». D.C.



Photo : Mediafax

La chronique

DE MICHAEL SCHROEDER

UN AUTRE MODELE

L'année dernière en novembre, le quotidien *Ziarul Financiar* a publié la liste des 100 managers les plus admirés de Roumanie. Résultat : il y avait presque un tiers d'étrangers dans ce palmarès. Pour la deuxième année consécutive, la première place était occupée par un étranger. Quand je travaillais dans le domaine du recrutement, les candidats pour un poste de top manager me posaient souvent la question suivante: « Mon patron sera-t-il roumain ou étranger ? » Et beaucoup ne donnaient pas suite s'il ne s'agissait pas d'un supérieur hiérarchique expatrié. Mais depuis onze ans que je suis ici, j'ai observé quelques changements. Il me semble que la génération des Becali, Patriciu ou Columbeanu arrive à sa fin. Un très bon indicateur est que la couverture médiatique les concernant ne cesse de chuter ; ces personnes ne sont plus en vogue, ils ont perdu leur fonction de modèle, un modèle trop axé sur l'argent, l'égoïsme, ne favorisant pas le partage et le respect de l'individu. Sans nul doute, la présence depuis plusieurs années de managers étrangers en Roumanie a beaucoup fait pour atténuer ce paradigme. Les managers roumains eux-mêmes ont senti qu'il fallait changer, être à l'écoute de l'autre, respecter davantage certaines valeurs et penser à long terme. Même s'il reste du chemin à parcourir, évidemment. A noter par ailleurs une nouvelle « race » de managers roumains : ceux qui ont fait leurs études à l'étranger pendant plusieurs années – et pas seulement un stage de quelques mois. Le tout est de savoir les garder ici en leur proposant des conditions de travail optimales. Ceci étant, lors de séminaires, je rencontre aussi de jeunes étudiants issus d'universités roumaines tout à fait brillants, et qui sauront très vite s'adapter à la philosophie de n'importe quelle multinationale. De fait, dans plusieurs grands groupes avec lesquels je travaille, on me parle de plus en plus de jeunes managers roumains à haut potentiel qui sont intégrés dans des programmes internationaux. Tout cela me fait penser que dans le prochain palmarès des managers les plus admirés du pays, il est fort probable que les premières places soient enfin d'allure autochtone.

Dr. Michael Schroeder est life & business coach à Bucarest.

RECONNU POUR SA DYNAMIQUE DE COMPORTEMENT ET SA SÉCURITÉ*

MICHELIN LATITUDE Sport 3 EST HOMOLOGUÉ SUR LES VÉHICULES LES PLUS PRESTIGIEUX
ET FREINE 2,70 M PLUS COURT*

MICHELIN

LATITUDE Sport 3

B-C **A+*** **70-72 dB**

...Et avec MICHELIN Total Performance, plus de performances réunies.

Extensions dimensionnelles en cours. Informations valides à date de publication. Pour plus d'information, visitez le site www.michelin.fr. * Comparé à la précédente génération, MICHELIN LATITUDE Sport, test TÜV SÜD 2013 sur sol mouillé (en 235/65 R 17) MICHELIN LATITUDE Sport 3 est noté A en freinage sol mouillé dans la majorité de ses dimensions. ** Sur la majorité des dimensions. (1) Efficacité en carburant (de A à G). (2) Adhérence sur sol mouillé (de A à G). (3) Classe du bruit de roulement externe (de 1 à 3). (4) Valeur mesurée du bruit de roulement externe (en décibels).

MICHELIN
Une meilleure façon d'avancer



Alors que la république de Moldavie se tourne vers l'Europe, la Transnistrie ou République moldave du Dniestr (RMD) persiste à faire cavalier seul. Cette enclave fait rarement parler d'elle en bien, et reste généralement perçue comme un bastion russe aux portes de l'Europe. Reportage dans la capitale, Tiraspol.

BIENVENUE A TIRASPOL

ENVIRON 80 KILOMETRES

séparent Chişinău, la capitale de la république de Moldavie, de Tiraspol. Au poste frontière, des soldats russes montent la garde nonchalamment depuis plus de vingt ans, en vertu de l'accord conclu par les deux belligérants à la fin du conflit du début des années 1990 (voir encadré). Ils contrôlent les entrées et sorties de cette chétive bande de terre de 500.000 habitants.

Etat minuscule qui tourne le dos à la république de Moldavie et à l'Europe, la Transnistrie est connue pour le soutien indéfectible qu'elle voue à Moscou. A Tiraspol, les Russes sont d'ailleurs majoritaires devant les Ukrainiens et les Moldaves. Ces derniers sont cependant les plus nombreux à l'échelle du petit territoire de la Transnistrie. Si le roumain, ou plutôt le moldave, est

désormais parlé de manière beaucoup plus décomplexé à Chişinău, c'est loin d'être le cas à Tiraspol.

Sur le boulevard principal de la capitale transnistrienne, dit du « 25 octobre » en hommage à la Révolution bolchévique, l'université d'Etat trône non loin du théâtre et du siège du Parlement. Edifice imposant, l'université est entourée de bâtiments soviétiques « classiques ». Les étudiants se retrouvent devant l'entrée pour fêter le 1er mars. Entre deux danses, Olga propose des crêpes... « *Pour l'arrivée du printemps, ici on fait des crêpes, on s'habille en costume traditionnel et on danse. Tout le monde se rassemble devant l'entrée principale et regarde le spectacle.* » Olga ramène ses deux meilleures copines, une Moldave et une Russe comme elle pour poser avec leurs crêpes et les pou-

pées qu'elles vendent sur leur stand.

Un peu plus bas, à quelques pas de la promenade longeant le Dniestr, Ivan se dirige vers la faculté d'ingénierie où il étudie. Il est guilleret car il a fini l'armée il y a quelques jours après un an et demi de service. Son anglais est rudimentaire mais il a envie d'échanger. « *Au final, à l'armée, on ne fait pas grand-chose. Beaucoup de jeunes aimeraient se défiler, mais c'est dur d'y couper ici.* » Un tiers de la population active de Tiraspol serait composée de policiers ou de militaires. En Transnistrie, il n'y pas d'objecteurs de conscience, la seule solution pour ne pas faire son service est d'avoir une connaissance dans l'administration, et déboursier 2000 dollars, au bas mot. L'avenir, Ivan le voit d'avantage à l'étranger... « *Je comptais aller en Ukraine car c'est à côté. Mais avec ce qui*

se passe en ce moment, je vais plutôt aller en Russie, c'est plus sûr. »

« *Je voudrais voyager, aller à Odessa par exemple, ce n'est qu'à 100 km, mais avec mes papiers de Transnistrie, je ne peux aller qu'en république de Moldavie*

La population est en constante baisse à Tiraspol, et ce depuis vingt ans. Un tiers des habitants de la ville seraient des retraités dans une ville où la grosse usine de textile Tirotext qui, autrefois, offrait du travail à 17.000 personnes, a vu ses effectifs divisés par quatre. Mais la Transnistrie reste plus industrialisée que la république de Moldavie voisine,

surtout grâce à la Russie. Gazprom, notamment, est particulièrement présent sur le territoire.

Un peu à l'extérieur de la ville, au milieu des champs, l'imposant stade bleu et jaune des « Sheriff » de Tiraspol, l'équipe phare du championnat moldave, qui aurait coûté environ 200 millions de dollars. Le groupe Sheriff est un mastodonte en Transnistrie, avec usines agro-alimentaires, supermarchés, stations essences, sociétés de téléphonie mobile et chaîne de télévision, entre autres.

ENCLAVÉS

A quelques pas du stade, Cristina, une lycéenne de 17 ans, attend le bus. Elle semble très enthousiaste à l'idée de tester son anglais pour la première fois.



« *On n'a pas beaucoup de touristes dans notre pays, confie-t-elle. Mais j'aimerais bien être traductrice, c'est pour cela que j'apprends l'anglais. Je voudrais voyager, aller à Odessa par exemple, ce n'est qu'à 100 km, mais avec mes papiers de Transnistrie, je ne peux aller qu'en république de Moldavie* », déplore-t-elle. Le mois prochain, Cristina fêtera ses 18 ans et pourra briguer un passeport russe, comme son père. Cela lui coûtera quelques frais de dossier, environ 20 dollars. Pour un Moldave de Chişinău par contre, obtenir un passeport russe peut aller jusqu'à 2000 dollars, et il faut là aussi avoir quelques « connexions ».

De retour dans le centre après une rapide traversée de la ville toujours via le boulevard principal peu fréquenté, en passant devant les consulats d'Abkhazie et d'Ossétie du sud — la Transnistrie n'est reconnue que par trois Etats eux-mêmes non reconnus internationalement, l'Abkhazie, l'Ossétie du sud et le Haut-Karabagh — Cristina se demande si ce ne sont pas des endroits où elle est légalement en droit d'aller. Elle reprend : « *Mon père, lui, a voyagé. Il est venu du lac Baïkal d'où il est originaire et on l'a placé dans l'armée à Tiraspol. Il est capitaine et gagne désormais 200 euros par mois.* »

La Transnistrie aurait une dette de 4 milliards d'euros envers Moscou, qui dans le même temps a déboursé 3 milliards d'euros d'aide humanitaire pour l'enclave l'an passé

Beaucoup de Tiraspoliens sont venus des quatre coins de Russie durant la période soviétique. Ce fut le cas de l'ancien président, Igor Smirnov, qui a dirigé le pays jusqu'à il y a deux ans, né lui aussi à l'autre bout du continent, aux confins de la Russie orientale. Un président qui n'aurait jamais cessé de servir le KGB/FSB, les services secrets russes. Cristina conclut : « *La Transnistrie est un Etat jeune, c'est pour ça que les choses fonctionnent encore mal. Mais cela va changer.* » Un Etat jeune et très petit qui ne possède que deux chaînes de télévision nationale, en russe bien sûr. Ironie du sort, le



poste local Dacia, sorte de Kiss FM, ne passe que des chansons de la sphère russophone et on n'y parle qu'en russe.

L'ŒIL DE MOSCOU

Les salaires à Tiraspol sont bien inférieurs à ceux de la république de Moldavie. Ici, un professeur plafonne à 100 dollars, en début de carrière. Et pour les étudiants apprenant le français à l'université de Tiraspol, il faudra travailler pendant trois ans après les études pour rembourser le prêt consenti par l'Etat. Alexandra est en cinquième année de langues étrangères, section français, et a gagné un prix de théâtre il y a peu qui lui a permis de visiter Paris. Très souriante, la jeune femme confie : « C'est dur car il faut rembourser ce prêt. Moi, en plus, je dois aider mes parents, lorsque je ne bosse pas mes cours, je travaille à la ferme, notamment l'été. »

Des salaires bas et une vie qui n'est pas forcément bon marché. La Russie vend notamment son gaz très cher ; la Transnistrie aurait une dette de 4 milliards d'euros envers Moscou, qui dans le même temps a déboursé 3 milliards d'euros d'aide humanitaire pour l'enclave l'an passé. Dans les faits, la Transnistrie ne survit que grâce aux subsides de Moscou.

Dans le train du retour, rencontre avec un réfugié de Tiraspol vivant depuis plus de vingt ans à l'ouest de la république de Moldavie. Il fait le



voyage jusqu'à Chişinău pour se rendre à l'hôpital. Le vieil homme raconte : « J'aimerais tant revoir Tiraspol, mais je sais bien que ce n'est pas possible. Malheureusement, les gens comme moi qui se sont battus contre les Russes en 1992 sont persona non grata. Il y a eu beaucoup de morts à l'époque ; quand la glace a fondu sur le Dniestr, on a retrouvé des cadavres. Ce n'est pas tant à Tiraspol que ça s'est battu, mais à Benderi ou à Dubăsari, plus au nord. »

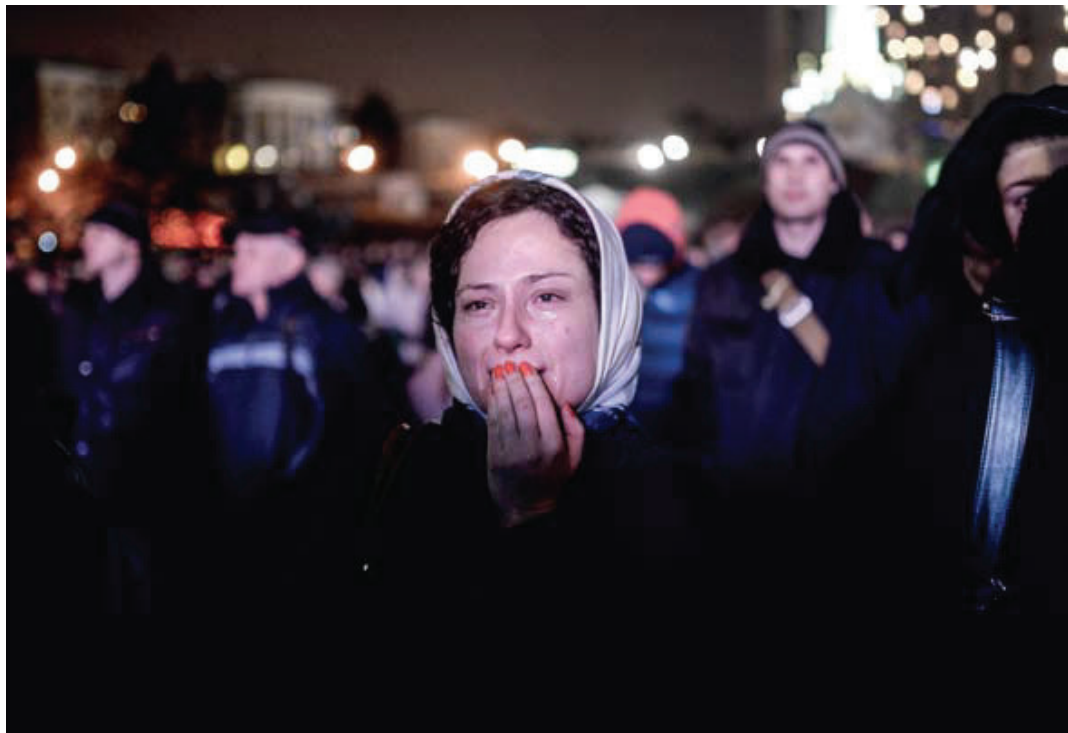
Il serait plusieurs dizaines de milliers à avoir fui la région en 1992. Plus de vingt ans après le conflit, une partie possède toujours le statut de réfugiés. Beaucoup vivent en république de Moldavie. Le vieil homme poursuit : « Même si l'on est plus sur place, c'est dur de se voir assimilé comme ça. C'est bien simple, le gouvernement de Transnistrie pratique un génocide culturel. Vous avez vu ce qui se passe avec les écoles roumaines, on empêche les Moldaves d'apprendre leur langue. » Les trois langues officielles de la Transnistrie sont le russe, l'ukrainien et le moldave en alphabet cyrillique comme à l'époque soviétique, l'emploi de l'alphabet latin étant puni par la loi. Conséquence : de nombreuses familles moldaves de Transnistrie envoient leurs enfants à l'école de l'autre côté de la frontière pour les extraire du contexte idéologique, et des manuels scolaires qui viennent de Russie.

Texte et photos : Benjamin Ribout
Carte : D.R.



Une histoire courte et brutale

Suite à l'indépendance de la république de Moldavie en 1990, le pouvoir russe a soutenu l'autonomie de la minorité russe en Transnistrie par peur d'un rapprochement avec la Roumanie. Quelques mois plus tard, en septembre 1990, la « République socialiste soviétique moldave du Dniestr » est proclamée (dénommée par la suite République moldave du Dniestr – RMD –, ou Transnistrie). Une guerre éclate alors entre les forces armées de la république de Moldavie et les milices russophones de la RMD. Ces dernières sont appuyées par la 14ème armée russe présente en permanence sur le territoire. En 1992, cette guerre civile fait plus de 200 morts. Désormais séparée de la république de Moldavie par le fleuve Dniestr, la Transnistrie s'étire entre ce même fleuve et la frontière ukrainienne. Elle gère aussi des territoires de l'autre côté du Dniestr comme la ville de Bendery, deuxième ville de Transnistrie. A l'inverse, neuf villages du côté transnistrien sont toujours sous administration moldave, un Etat de fait toléré par les autorités séparatistes. La Transnistrie n'est aujourd'hui reconnu par aucun pays membre de l'ONU. Depuis 2011, le nouveau président, Evgueni Chevtchouk, tente d'obtenir la reconnaissance internationale de l'indépendance de la RMD. B.R.



Place de l'Indépendance à Kiev, le 25 février dernier. Les Ukrainiens sont bouleversés après les affrontements qui ont fait plus de 80 morts et provoqué la destitution du président Viktor Ianoukovitch. Les manifestants qui ont occupé la place de l'Indépendance (place Maïdan) pendant trois mois s'insurgeaient contre la politique pro-russe de l'exécutif, qui tendait à freiner le rapprochement de l'Ukraine avec Bruxelles. Plongé dans une grave crise politique et économique, le pays aurait aujourd'hui besoin de plus de 30 milliards d'euros pour se remettre sur pied – début mars, Bruxelles a promis 11 milliards d'euros, façon de répondre aux 12 milliards d'aide proposés auparavant par Moscou. Quoi qu'il en soit, l'avenir de l'Ukraine reste très incertain, d'autant que la plupart des régions de l'est et du sud du pays sont loin d'être aussi pro-occidentales qu'à Kiev. Et pour veiller aux intérêts russes notamment dans la région autonome de Crimée – selon le discours officiel –, Moscou n'a pas hésité à envoyer ses soldats, « en violation totale du droit international », ont maintes fois répété la plupart des diplomates et médias occidentaux. Le gouvernement provisoire ukrainien parle d'« agression » et d'« invasion ». De son côté, la communauté internationale reste ébahie par l'aplomb avec lequel le président russe Vladimir Poutine « joue au tsar ». Au bouclage de ce numéro, M. Poutine déclarait que l'Ukraine avait été victime d'un coup d'Etat, mais qu'il était ouvert à un dialogue « d'égal à égal » avec ses homologues occidentaux. Alors que Bruxelles et Washington commençaient d'isoler diplomatiquement et économiquement la Russie. Quant à la prochaine élection présidentielle en Ukraine, elle est prévue, normalement, le 25 mai. L.C.

Photo : AFP PHOTO/Bulent Kilic

« LA REVOLUTION TUNISIENNE EST SANS DOUTE CELLE QUI RESSEMBLE LE PLUS A LA REVOLUTION ROUMAINE »

Jérôme Heurtaux est politologue et chercheur au CNRS. Actuellement basé à l'Institut de recherche sur le Maghreb contemporain, à Tunis, ce spécialiste des transitions post-communistes en Europe centrale, notamment en Pologne, analyse aujourd'hui le processus révolutionnaire en Tunisie. Pour *Regard*, il confronte ce qu'on a appelé « l'automne des peuples » en 1989 et le « printemps arabe », débuté en 2011.

Regard : Peut-on rapprocher le « printemps arabe » de « l'automne des peuples » ?

Jérôme Heurtaux : Dans les deux cas, il s'agit de mouvements contestataires dans les pays d'une même zone, d'une même aire politico-culturelle. Cette dimension multinationale est le premier point commun, c'est une juxtaposition relativement simultanée de processus nationaux. Mais entre chacun des processus, les rapports ne sont pas si nombreux et les liens de causalité pas si forts. La chute du Mur de Berlin n'a pas eu d'effets d'entraînement, hormis en Tchécoslovaquie. Dans le monde arabe, s'il y a des liens très nets entre le démarrage des révolutions en Tunisie et en Egypte, ils ne se sont pas poursuivis. Ainsi, actuellement, le processus tunisien n'a pas d'effet dans les autres pays de la région.

La métaphore de la boule de neige ou du château de cartes est donc, dans les deux cas, abusive. Le deuxième point commun, c'est la dimension symbolique. La chute des régimes communistes a été célébrée comme la marque de la fin de la guerre froide, le retour dans le giron démocratique d'une partie de l'Europe. Pour les printemps arabes, quelle qu'en soit l'issue, c'est le même message qui est passé : celui de l'universalité de l'espérance démocratique.

Qu'est-ce qui différencie les deux événements ?

Les révolutions communistes avaient trois dimensions : le processus politique, la fin de l'économie administrée et le recouvrement des souverainetés nationales. Dans le monde arabe, le processus politique est présent, il est même devenu central. Mais sur le plan économique, même si les revendications sociales étaient au cœur de la révolution, il n'y a pas de projet de transformation du modèle. Le libéralisme est déjà là. L'enjeu porte plutôt sur la redistribution des fruits d'une croissance à relancer. Quant à la question de la souveraineté, elle ne se pose pas de façon aussi forte. Il existe des revendications et la peur d'être manipulé de l'extérieur est très présente. Mais il n'y avait pas de centralisation à la soviétique.

Par ailleurs, en Europe de l'Est, il n'y a pas eu de problématique de « catholicisme politique » semblable à l'essor de l'islamisme dans le monde arabe. Certes, en Pologne, en 1989, l'une des premières décisions prises fut d'interdire à nouveau l'avortement, toléré sous le communisme. La question identitaire a germé à travers ce thème. Mais la religion est restée relativement distante de la politique, l'Eglise ayant décidé de ne pas s'engager, de ne pas créer de parti. Au début, les curés disaient à leurs fidèles pour qui voter, puis ils se sont contentés de leur conseiller de ne pas

voter pour les candidats « qui (étaient) contre la vie », c'est-à-dire les candidats qui toléraient l'avortement.

« En Roumanie et en Tunisie, le pouvoir a été immédiatement repris par les néo-communistes dans un cas, les néo-RCD dans l'autre »

Les causes des deux mouvements peuvent-elles être rapprochées ?

Généralement, pour le « printemps arabe », quatre raisons sont avancées. On les présente d'abord comme une contestation politique, une critique de l'autorité, de la corruption des responsables, de la transmission héréditaire du pouvoir. D'autres ont une approche économique, voyant dans les soulèvements un refus de la globalisation. Il y a aussi la théorie de la frustration relative, avec l'archétype du diplômé chômeur : plus on instruit la population, plus on crée des attentes. Si l'emploi ne suit pas, on produit de la frustration. Enfin, il y a le côté « blogueurs », jeunesse connectée. Toutes ces explications doivent être combinées.

Mais il manque une dimension que les révolutions communistes permettent de comprendre : tous ces régimes n'étaient plus que des colosses aux

pieds d'argile. En Tunisie, le RCD (parti-Etat de Ben Ali, ndlr) n'était plus qu'un godillot où l'on s'ennuyait, et qui ne permettait plus toujours à ses responsables d'accéder aux privilèges, de trouver un emploi pour leurs enfants, par exemple. Une partie des élites tunisiennes était donc prête à soutenir un changement. Tout comme en Europe centrale, notamment en Pologne, qui a connu une « révolution » des élites. Des négociations ont eu lieu entre les fractions modérées des communistes d'un côté, et de l'opposition de l'autre. Elles se sont mises d'accord sur un calendrier de changements, pour aller vers des élections libres. Partout en Europe centrale s'est ensuite répandu ce modèle de la « table ronde », qui a fait que les élites ont joué un grand rôle. En Roumanie et en Bulgarie, il s'agissait plutôt de dissidents commu-

nistes de la dernière heure.

A quelle révolution d'Europe de l'Est ressemblerait le plus la révolution tunisienne ?

Sans doute à la révolution roumaine. Elles partent toutes les deux d'une étincelle, elles se sont traduites par une confrontation violente et ont mené au départ précipité du leader du régime. Juste après, dans les deux cas, il y a eu une période de troubles de quelques jours, avec des morts, des rumeurs sur la présence de snipers... Autre ressemblance : dans les deux pays, le pouvoir a été immédiatement repris par les néo-communistes dans un cas, les néo-RCD dans l'autre. Sauf que cela a duré moins longtemps en Tunisie qu'en Roumanie, où le mouvement d'opposition de la place de

l'Université à Bucarest a été sévèrement réprimé. En Tunisie, les sit-in de la Kasbah ont porté leurs fruits.

Après, la conduite du changement diverge. En Tunisie, dès la création de la Haute instance pour la réalisation des objectifs de la révolution, de la réforme politique et de la transition démocratique, (en mars 2011, ndlr), on est entré dans une phase qui ressemble au « pacte entre élites » à la polonaise, sauf que les revendications de la société, à travers de nombreuses manifestations et l'action des organisations non gouvernementales, ont été très présentes en Tunisie. Et que les « anciens » ne se sont pas aisément fait une place au soleil.

Propos recueillis par notre correspondante à Tunis, Elodie Auffray.

Photo : Amine Landoulsi



En Tunisie, les « leçons » de la révolution roumaine

Place de la Kasbah, le 3 août 2013. La Tunisie est alors plongée dans une profonde crise politique après l'assassinat du député Mohamed Brahmi. L'opposition réclame la démission du gouvernement, dominé par les islamistes d'Ennahda. Qui, eux, dénoncent une « tentative de putsch », une « contre-révolution ». Ce soir-là, pour montrer leur poids, Ennahda a rassemblé ses partisans à la Kasbah, lieu phare de la révolution. « On est là pour la consolider, pour qu'elle ne soit pas avortée comme en Roumanie, avec Iliescu », explique un manifestant.

L'argument revient souvent dans la bouche des islamistes, pour qui la victoire des communistes aux élections de 1990 fait figure de contre-exemple. Raison de plus, aussi, pour justifier la loi « d'immunisation », longtemps défendue par Ennahda. Elle visait à exclure de la vie politique les caciques du régime de Ben Ali.

D'où vient cette idée fixe sur la Roumanie ? « Lors de nos réunions, nous avons toujours un point de révolution comparée, où nous essayons de nous situer par rapport aux autres, de tirer des leçons, explique Mohamed Habib, responsable de la formation chez Ennahda. Nous avons surtout étudié les expériences d'Europe de l'Est. Certains pays ont vite dépassé la période critique, d'autres ont eu des difficultés. En Roumanie, la révolution n'a pas mis fin aux structures, à l'emprise des hommes qui détenaient le pouvoir ou les intérêts. Ils ont facilement pu reprendre une place. Il faut étudier pourquoi. »

De son côté, la diplomatie roumaine s'active en Tunisie. « Nous essayons de partager notre expérience, qui montre qu'il y a toujours des hauts et des bas, et pas mal de pièges », relève l'ambassadeur de Roumanie à Tunis, Nicolas Năstase. Des programmes sur la construction d'institutions démocratiques ont été mis en place, et un séminaire a été organisé à Bucarest. L'Autorité électorale roumaine a offert une formation. Le ministère tunisien de la Justice transitionnelle a également rendu visite à l'Institut pour l'investigation des crimes du régime communiste, et quelques Tunisiens ont intégré le programme annuel sur la « reconstruction post-conflit », du ministère des Affaires étrangères. Des personnalités et des experts ont fait le voyage à Tunis, tel Petre Roman, tout Premier ministre post-Ceaușescu, ou encore Virgiliu Țărău, du Conseil d'étude des archives de la Securitate. « La Tunisie entreprend le processus que la Roumanie a entamé dans les années 1990. Mais elle part avec des avantages : un noyau d'opposition développé, une économie privée déjà en place », observe l'ambassadeur. N'empêche, dit-il, « cette histoire commune nous rapproche ». E.A.



PLOVDIV *en plein art*

Située au centre de la Bulgarie, Plovdiv est l'une des plus anciennes villes d'Europe. Considérée comme la capitale culturelle du pays, elle accueille chaque année des milliers de touristes. Mais la fondation Open Arts a décidé de donner une nouvelle jeunesse à cette cité de 340.000 habitants. En septembre dernier, elle a créé la « Carte alternative de Plovdiv » afin de montrer un autre aspect de la ville, méconnu des touristes et parfois même de ses habitants.



A l'origine, Plovdiv comptait sept collines. Il n'en reste maintenant plus que six, le régime communiste ayant préféré en détruire une pour utiliser ses pierres et paver les rues. De l'ancienne forteresse, en haut de la colline « Nebet Tepe », on aperçoit la rivière Maritsa, jadis tronçon de la route de la soie empruntée par les bateaux transportant des marchandises jusqu'à Istanbul, à 400 kilomètres de là. Ici, tout est histoire. La ville regorge de sites archéologiques datant de l'ère romaine : amphithéâtre, stade, ancienne forteresse...

Mais un peu lassées d'un tourisme qui ne met en avant que l'histoire ancienne de Plovdiv, Katerin et Vesselina Sarieva ont décidé de lancer une carte alternative à travers leur fondation Open Arts. Tout a commencé il y a deux ans et demi au Art News Café, un bar ouvert par les deux femmes, mère et fille. Musique électro et vins locaux ont vite fait de l'endroit un lieu de rencontre « underground » plutôt unique. Des architectes s'y sont notamment retrouvés pour discuter de la réalisation de cette carte alternative de Plovdiv et des bâtiments qui devraient y figurer. Le but : montrer des lieux ignorés par les guides touristiques.



Sept tracés avec un thème propre se sont alors imposés. La thématique « religion » a finalement été ajoutée pour renforcer le côté multiculturel de la cité. Cependant, la fameuse mosquée Dzhumaya, construite au milieu du 14^{ème} siècle en centre ville, n'apparaît pas sur la carte. Katerin Sarieva, historienne de formation, explique ce choix : « On a voulu répertorier les synagogues, les mosquées et les églises les moins connues de Plovdiv, afin que même les habitants apprennent à mieux connaître leur ville. »

Dans leur démarche, les Sarieva ont également essayé de remettre au goût du jour l'héritage de la période communiste. Comme beaucoup de villes bulgares, Plovdiv a souffert des transformations architecturales imposées par le régime de l'époque. Mais pour Katerin, tout n'est pas à jeter. Selon elle, la bibliothèque de Plovdiv et ses sculptures de pierres blanches sont un bel exemple, au-delà de ce qu'elle symbolise. L'historienne déplore que les autorités bulgares veuillent « effacer à tout prix le passé communiste, oubliant que certains bâtiments de cette époque sont beaux et qu'ils méritent d'être préservés ».



Un peu plus loin, le cinéma Kosmos qui date des années 1960. Aujourd'hui dans un piteux état, cet ancien bijou de l'époque socialiste était – avec ses 1000 sièges – le plus grand cinéma des Balkans. Alors que la mairie voulait y construire un parking, il a échappé à la destruction grâce à une mobilisation sans précédent de la part des habitants. Le cinéma Kosmos continue donc d'exister en accueillant ponctuellement des performances artistiques et des événements culturels, « une victoire », estime Katerin Sarieva, qui dit tenir énormément à cet endroit malgré sa splendeur déchue.





Le travail de la fondation Open Arts ne s'arrête pas à la création de la carte interactive. En 2005, elle a organisé la première nuit des musées qui a désormais lieu tous les ans. Depuis, certains festivals de danse, de design ou d'architecture, qui avaient traditionnellement lieu à Sofia, ont ouvert une édition à Plovdiv. L'an dernier, sur les falaises de la ville, des visages ont été peints lors d'un festival d'art de rue. Ils sont ceux des grands noms de la culture bulgare, auxquels de jeunes artistes venus de tout le pays avaient voulu rendre hommage.

Texte et photos : Julia Beurq

Pour en savoir plus : <http://openarts.info/alternative-map-of-plovdiv>

Autre lieu impressionnant, le quartier des anciens entrepôts à tabac. Des années après leur fermeture, l'arôme du tabac persiste. Malheureusement, leurs propriétaires sont souvent inconnus, et ceux qui se sont revendiqués comme tels auprès de l'Etat bulgare ne savent que faire de ces monstres architecturaux. Le quartier est donc laissé à l'abandon, alors qu'il pourrait parfaitement accueillir des festivals ou des ateliers d'artistes. Pour que le rêve devienne réalité, certains comptent beaucoup sur la candidature de leur ville comme capitale européenne de la culture en 2019.



REFUGIES A HARMANLI

Depuis un an, la Bulgarie fait face à un afflux de migrants qu'elle peine à gérer. En octobre dernier, les autorités bulgares ont ouvert un camp de réfugiés à Harmanli, à 40 kilomètres de la frontière turque. 1200 personnes – dont de nombreux enfants – principalement originaires de Syrie et de pays africains, s'entassent dans d'anciens bâtiments de l'armée, rénovés grâce au soutien de l'Union européenne. Les associations humanitaires sont aussi venues prêter main forte. C'est le cas de Caritas qui distribue quotidiennement des fruits et du pain aux réfugiés du camp d'Harmanli.

Texte et photo : Julia Beurq
(envoyée spéciale à Harmanli)

Mai multă protecție
Mai mulți kilometri

www.total.com.ro

NU SUNTEM ALEȘI DIN ÎNTÂMPLARE TOTAL

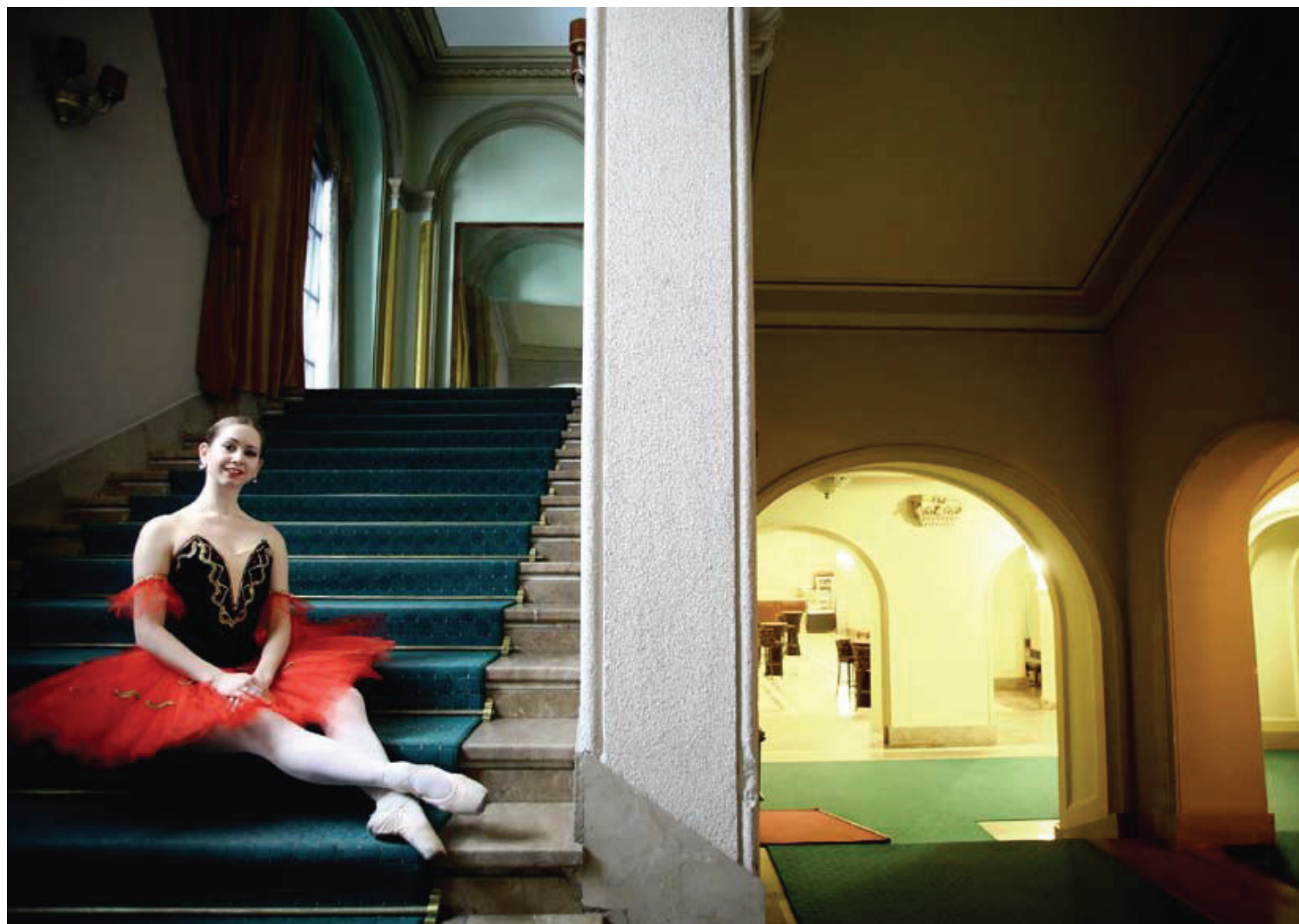
FILANTE ET *lumineuse*

Formée au prestigieux Conservatoire national supérieur de danse de Paris, Noëlle Coutisson virevolte sur la scène de l'Opéra de Bucarest depuis plus de deux ans.

ASSOCIER LA GRACE A UNE danseuse de ballet, il n'y a pas de cliché plus éculé. Et pourtant, quel autre terme pourrait mieux définir Noëlle Coutisson. Quand elle raconte son histoire, c'est avec un sourire charmant dont elle ne se départ pas, enthousiaste et modeste à la fois. L'usine opéra bruisse de mille bruits feutrés, qui annoncent la représentation du soir. Entre deux répétitions, la très jeune ballerine française explique comment elle en est

arrivée là. Sortie du Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Paris à 18 ans seulement, elle a passé de nombreuses auditions comme il se doit, mais sa jeunesse et son manque d'expérience lui ont souvent joué des tours. Seul l'Opéra de Bucarest l'accepte, occasion pour elle d'aiguiser ses pointes à ne pas laisser passer.

Elle débarque dans la compagnie roumaine en août 2011, et après une



mise à l'épreuve incontournable, y trouve sa place, une bonne place, des rôles conséquents, des solos même, et une école totalement différente de ce qu'elle a connu jusqu'alors. « Ici, c'est le style russe qui est en vigueur, on est beaucoup plus dans la performance, on saute beaucoup, c'est une danse très libérée, libre et généreuse, tandis que le style français est plus dans l'élégance, la précision. J'essaie de faire un mélange des deux et de prendre le meilleur de chaque », explique la danseuse.

Le directeur tout juste nommé, Johan Kobborg, danseur danois de haut vol, étoile du Royal Ballet de Londres, donne de grands espoirs à la danseuse française

La discipline et l'effort sont également plus exigeants. « L'année dernière, malgré une fracture de fatigue, mon professeur voulait que je continue. Mais j'ai fini par faire ce que j'aurais fait en France : m'arrêter. » Autre détail d'importance, « ici, on n'a qu'une ou deux paires de pointes par an, quand ailleurs, on en a entre 5 et 10 par mois... Souvent, on

hérite de costumes qui ont été utilisés avant par des danseurs qui n'ont pas le même gabarit. Et puis le salaire (1500 lei mensuels, ndlr)... On me l'a dit d'emblée, c'est un salaire pour survivre, se loger et se nourrir. J'arrondis mes fins de mois en donnant des cours de soutien à des enfants français. Cela me fait du bien aussi, me change les idées. Mais je cherche des mécènes qui pourraient m'aider ».

La jeune fille a d'abord été déconcertée par les chorégraphies qu'elle devait apprendre sur DVD, anciennes et figées, datant parfois de vingt ans. Mais le directeur tout juste nommé, Johan Kobborg, danseur danois de haut vol, étoile du Royal Ballet de Londres, lui donne de grands espoirs. « Jusqu'à maintenant, il y avait peu de publicité, il semble que les spectacles étaient donnés pour un public d'habités, ce qui explique que le programme change si souvent. En France, on répète pendant plusieurs mois un spectacle qui se produit plusieurs semaines. Ici, une fois un répertoire acquis, on ne répète que quelques jours et on ne le joue qu'un ou deux soirs. »

Les choses changent déjà : de nombreux danseurs étrangers ont été

recrutés. *Cendrillon*, donné début mars, a été travaillé plus d'un mois à l'avance. « C'est une période de changement, de transition, pas forcément confortable car il y a beaucoup de questionnements, de rumeurs, mais c'est aussi très excitant. J'envisageais de partir, mais finalement, je reste. J'ai encore à apprendre, ici je progresse encore. »

Passionnée et ambitieuse, Noëlle Coutisson se prépare à une compétition internationale qui aura lieu en juillet prochain, en Bulgarie. « Depuis que j'ai 8 ans, j'adore ces défis. Cela permet de voir ce que font les autres, de voyager – l'année dernière je suis allée en Chine – de gagner de l'argent aussi, et surtout, de se dépasser car il faut tout montrer en très peu de temps. » Médaille d'argent en Turquie en 2012, elle sourit : « J'accepte le jugement du jury quel qu'il soit, avec bonne humeur. » Si ce n'est pas de la grâce, ça...

Béatrice Aguetant
Photos : Mihai Barbu

Pour en savoir plus : www.noellie94.wix.com/noelliecoutisson2

CULTURE

RENCONTRES PARKOUR

Mode de déplacement fluide dans le paysage urbain, mélange de sport et de danse, le mouvement Parkour a de plus en plus d’adeptes en Roumanie. Des ateliers mensuels et une rencontre nationale annuelle ont été mis en place par Reborn education, la première école de Parkour du pays. Les ateliers s’adressent autant aux connaisseurs qu’aux débutants qui s’intéressent à un mode de vie privilégiant l’activité physique. Cette année, le rendez-vous annuel se tiendra du 11 au 13 avril à Bucarest avec une centaine de pratiquants. Il sera suivi du 14 au 18 avril d’ateliers ouverts aux débutants, en partenariat avec la Fondation Parada, et sera l’occasion d’accueillir l’équipe Parkour de Lyon (PKL). Pour en savoir plus : www.reborned.ro. M.M. Photo : D.R.



AMBASSADEURS EN HERBE

Le lycée français Anna de Noailles de Bucarest a accueilli le 14 mars des jou-
tes oratoires, dans le cadre de la finale
zone Europe du sud du projet « Amba-
sadeurs en herbe ». Initié par l’Agence
pour l’enseignement du français à
l’étranger et placé sous le parrainage
de l’UNESCO, ce projet s’adresse aux
élèves depuis l’école primaire au lycée.
Il est centré sur les pratiques d’ex-
pression orale et les réalités du pays
d’accueil dont les élèves sont les « am-
bassadeurs ». La finale de Bucarest a
réuni des élèves francophones d’Espa-
gne, d’Italie, de Turquie, du Portugal et
de Roumanie, cette dernière ayant été
représentée par cinq élèves du lycée
« Anna de Noailles ». La grande finale
aura lieu en mai, au siège de l’Unesco à
Paris. A.P.

Bienvenue aux « Has-been »

La Roumanie continue d’être une
destination incontournable pour les
stars occidentales en fin de carrière.
Interdits au public roumain sous le
communisme, des artistes comme
Richard Clayderman (19 et 20 mars),
Mireille Mathieu (24 mars), Sylvie Vartan
(27 avril), Al Bano (7 mai), Peter Gabriel
(8 mai), Marc Anthony (19 mai), Billy
Idol (29 juin) ou Julio Iglesias (19 juillet)
donneront des spectacles à guichets
fermés dans plusieurs villes du pays.
Pour les plus jeunes, il reste heureuse-
ment l’option des nombreux festivals
qui ont vu le jour ces dernières années,
un peu plus « branchés », tels le festival
Summer Well au domaine Stirbey de
Buftea du 9 au 10 août, ou encore
Rockstadt Extreme Fest dans la cité de
Râșnov du 14 au 16 août. Sans oublier
Art Mania à Sibiu (4-10 août). M.M.

Festival One World

La programmation de la 7ème édition
du festival de film documentaire One
World Roumanie s’annonce osée. 50
films seront diffusés, des premières
en Roumanie pour la grande majorité.
Putin’s games traite par exemple des
Jeux olympiques de Sochi, entachés
de corruption ; *Aim High in Creation* ra-
conte l’histoire d’une metteur en scè-
ne militante contre le gaz de schiste,
qui est allée jusqu’en Corée du nord
pour mieux connaître les techniques
de la propagande ; *Dangerous acts*
starring the unstable elements of Be-
larus relate l’expérience d’une troupe
de théâtre de Biélorussie qui doit
faire face à la censure et aux violences
contre ses spectacles. Le festival One
World se déroulera à Bucarest entre le
17 et le 23 mars. M.M.

Royale visite

Avant de devenir Musée national d’art de Roumanie
en 1951, le Palais royal sis Calea Victoriei connut
les vicissitudes de l’histoire : construit en 1880 par
Carol I, brûlé en 1926, inauguré en 1935 par Carol
II, nationalisé en 1948... Pendant la période com-
muniste, la partie centrale a vu disparaître tous
les symboles de la monarchie (seule une serrure y
échappa !) pour accueillir le Conseil d’Etat. Grave-
ment endommagée lors de la révolution de 1989,
elle vient d’être rénovée, grâce, entre autres, à la
Banque européenne pour la reconstruction et le
développement. Depuis peu, elle est ouverte au
public, tous les 3èmes week-ends du mois, et sur
réservation uniquement. Tout un chacun peut
désormais fouler le marbre précieux des salles de
réception, du majestueux escalier, des salons plus
intimes, et l’imposante salle du trône, vidée de son
auguste siège, mais surmontée des armes de la
famille Hohenzollern et de leur devise : « Nihil sine
Deo » (Rien sans Dieu). B.A.
Réservation : programari@art.museum.ro ou
021 314 81 19.



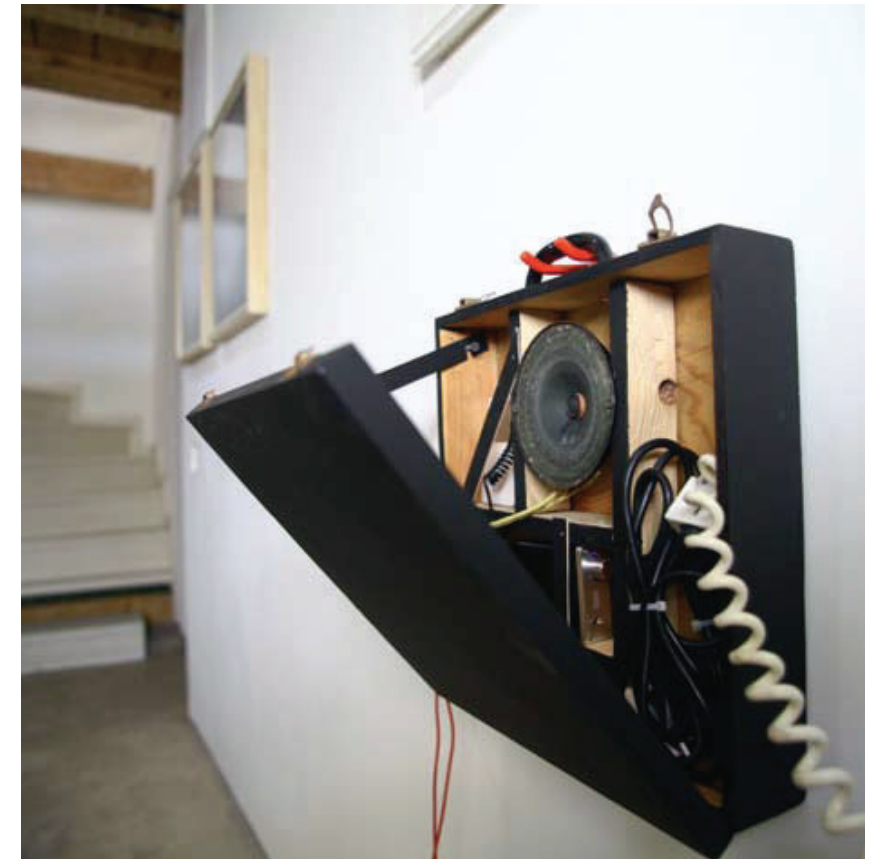
Photo : Mihai Barbu



de livres spécialisés ou aux documentaires d'art, souvent inédits en Roumanie. « *Aiurart est une extension de l'espace personnel d'Irina et Alex, de leur « chez eux », qu'ils offrent généreusement aux artistes et au public, avec un souci absolu pour la qualité des œuvres et, donc, des artistes* », affirme Lea Rasovszky, l'une des commissaires d'« Inside Insights », la plus importante exposition d'art à thématique LGBT réalisée en Roumanie après 1989, et accueillie par Aiurart en 2013. Et les grands noms ne se laissent pas prier. A compter du 20 mars, deux repères de l'art roumain d'aujourd'hui, Anca Mureșan et Ion Grigorescu, investissent Aiurart pour interroger... le Rien.

Andrei Popov
Photos : Mihai Barbu

Aiurart, espace d'art contemporain – Lirei 21, ouvert du lundi au samedi de 15h à 19h. Textes explicatifs en français et accueil francophone pour les vernissages.



BEL **ESPACE**

Il existe depuis moins de deux ans, mais déjà Aiurart est l'un des espaces d'art contemporain les plus dynamiques et innovants de la capitale roumaine. Création d'un couple de passionnés.

400 KILOS DE GRAVIER, UN ASTRE hypnotique qui glisse à l'horizon... La largeur de cette installation représentant la lune, placée dans une pièce de moins de 20 m², impressionne. « *Il était important que les visiteurs aient une illusion presque parfaite* », précise l'artiste allemande Sybille Neumeyer qui a conçu « moon – vue depuis la terre » spécialement pour cet espace d'art contemporain, dont le nom est lui-même un clin d'œil à la lune, *aiur* en berbère. « *Les gens passent en moyenne une bonne dizaine de minutes devant ce décor, cela permet d'être mentalement plus disponibles pour d'autres œuvres plus abstraites*

de l'exposition », constate Irina Radu, co-fondatrice d'Aiurart.

« *En Roumanie, l'art contemporain n'intéresse qu'un groupe restreint d'aficionados. (...) Nous avons donc créé Aiurart afin d'offrir l'opportunité aux novices de s'initier à l'expression artistique contemporaine* », explique à son tour le mari d'Irina, Alex Ion Radu. Lorsque le couple décide de créer ce lieu en 2010, ce fut après avoir sillonné le monde pour s'instruire en matière de tendances, artistes, techniques et institutions. Les deux enthousiastes mettent alors en place un concept au croisement entre la galerie d'art, le mi-

cro-musée et le centre culturel, amenant l'art contemporain au sein de la communauté du quartier Foișorul de Foc, où se trouve Aiurart. L'espace a été entièrement rénové par la société d'architectes Asdesign 95, un travail récompensé par une nomination à l'Annuelle d'architecture 2013.

Dans cette ancienne maison de commerçant de la fin du 19^{ème} siècle et comportant trois niveaux, toute distance avec l'art est annulée, aussi bien dans les salles d'exposition « *à taille humaine, avec des œuvres qu'on pourrait avoir chez soi* », que dans la mansarde-lounge réservée à la lecture

**L'Accueil français et francophone de Bucarest (AFB)
Avec l'appui de l'Institut français de Bucarest
Organise un cycle de conférences**

MIEUX COMPRENDRE LA ROUMANIE

afb INSTITUT FRANÇAIS
BUCAREST

**Les conférences se déroulent
les mercredi de 9h45 à 11h45,
A la Salle Elvire Popesco de l'Institut français de Bucarest
77 Bd Dacia**

Accès aux membres de l'AFB
Renseignements et modalités pratiques :
www.bucarestaccueil.com
Courriel :
conferences.bucarestaccueil@gmail.com

Au programme de Décembre 2013 à Mai 2014 :

- ◆ L'orthodoxie en Roumanie (en 2 séances)
- ◆ Bucarest à l'entre-deux-guerres, le petit Paris
- ◆ La famille Cantacuzino – XVII^{ème} siècle
- ◆ Le régime autoritaire de Carol II – XX^{ème} siècle
- ◆ Contantin Brâncoveanu – XVII^{ème} / XVIII^{ème} siècle
- ◆ Nicolae Grigorescu – XIX^{ème} siècle
- ◆ La femme dans la Roumanie communiste
- ◆ Les Gitans
- ◆ Brâncuși et l'art moderne



Votre collection personnelle des numéros de Regard, où que vous soyez...

En vous abonnant à travers notre site www.regard.ro, vous bénéficierez d'un accès aux anciens exemplaires (format pdf) et serez parmi les premiers à lire chaque nouvelle publication.

Rappel : L'abonnement numérique est **gratuit** si vous souscrivez à la version papier.

Alors abonnez-vous, et bonne lecture...

www.regard.ro



Festival Jazz in church, deuxième édition

Festival de jazz et de musique contemporaine, « Jazz in church » est arrivé à sa deuxième édition qui aura lieu du 3 au 6 avril à l'Eglise luthérienne de Bucarest. Cette année, le public aura l'occasion d'écouter des artistes consacrés comme le Français Michel Portal (clarinette), l'un des parents du jazz moderne, ou les Suisses Irène Schweizer (piano) et Pierre Favre (percussions). A noter également la présence du Français Vincent Peirani (accordéon, qui jouera en duo avec Michel Portal), du Polonais Marcin Masecki (piano), l'un des jeunes pianistes les plus prometteurs d'Europe actuellement, ou du Hongrois Zsófia Boros (guitare). Pour en savoir plus : www.jazz.ro. M.M. Affiche : D.R.



RFI Roumanie en pleine forme

La radio RFI Roumanie, filiale roumaine de Radio France Internationale, a récemment enregistré des records d'audience et de notoriété, selon une enquête réalisée en décembre dernier par CSOP (TNS Sofres Roumanie). Menée sur un échantillon de 1263 personnes à Bucarest, Iași, Craiova et Cluj, les quatre villes où RFI Roumanie dispose de relais FM, l'étude a indiqué que la moitié des Roumains connaissait bien RFI Roumanie. La station fidélise quotidiennement près de 4,8% des auditeurs interrogés, soit 115.000 personnes âgées de 15 ans et plus. RFI Roumanie se trouve aussi dans le top des préférences radiophoniques des leaders d'opinion. Son nom est présent à l'esprit de deux cadres dirigeants sur trois (65%), tandis que 35% d'entre eux l'écoutent tous les jours. I.S.

PROJET LASER : LA MONTEE EN PUISSANCE

Experts scientifiques roumains et français travaillent ensemble depuis plusieurs années pour la réussite du projet laser « Extreme-Light Infrastructure - Nuclear Physics » (ELI-NP) de Măgurele (voir notre article dans le numéro 59). Afin de promouvoir ce projet d'envergure, financé en grande partie par l'Union européenne, plusieurs événements seront organisés à Bucarest durant le mois d'avril. L'université Polytechnique accueillera notamment le 10 avril trois tables rondes sur l'histoire des lasers, leurs applications, ainsi qu'un focus sur les lasers de haute puissance. Plusieurs expositions sont également prévues dont « Le laser à tout faire », du Centre français de la recherche scientifique (CNRS). Pour en savoir plus sur le projet de Măgurele : www.eli-np.ro. M.M.

Neuvième printemps balkanique en Normandie

Quatorze ans après sa création, « Le printemps balkanique » est devenu « le » festival coup de cœur de la saison culturelle normande. Lancée en 2000 par l'association Balkans-Transit, cette manifestation propose de mettre à l'honneur les Balkans, et de lutter contre les préjugés et les clichés qui accompagnent cette partie plutôt méconnue de l'Europe. Une initiative qui doit beaucoup au Français Laurent Porée, passionné par les pays d'Europe du sud-est, véritable homme-orchestre du festival. Après avoir privilégié l'une après l'autre la Bosnie-Herzégovine, l'Albanie, la Grèce, la Bulgarie, la Roumanie, la République de Macédoine et la Croatie, le festival a décidé en 2013 de changer de formule pour se tourner davantage vers la pluralité et la diversité. Cette année, en tête d'affiche, la capitale bosniaque Sarajevo. Le festival se tiendra du 1er au 15 avril. I.S.

Le Prix Rossel 2013 en visite

Alain Berenboom, prix Rossel 2013 (Belgique) pour son roman « Monsieur Optimiste », sera en Roumanie du 26 au 30 mars. L'auteur belge participera au lancement de la première traduction en roumain de son volume « Périls en ce royaume », à la librairie Bastilia, le 26 mars à 18h. Un rendez-vous avec le public roumain est également prévu à Cluj, le 27 mars, à la librairie Book Corner. Réflexion sur l'identité belge, « Monsieur Optimiste » est l'histoire romancée de son père, immigré juif polonais arrivé en Belgique en 1928. M.M.

Zebra

Amicalement
vôtre,
Mihaela Dedeoglu.

Du lundi au
vendredi,
de 10h à 13h.

rfi
românia

SHAKESPEARE VERSION **EST**

Fait unique dans la région, la comédie musicale *Roméo et Juliette* du Français Gérard Presgurvic, mise en scène par le Hongrois Gábor Miklós Kerényi, vient de fêter ses dix ans sur les planches de l'Opérette de Budapest, et s'apprête à marquer son cinquième anniversaire au Théâtre d'opérette de Bucarest.

« **JE N'AVAIS JAMAIS IMAGINE**

que nous en arriverions là », avoue Gábor Miklós Kerényi, ému. Quelques instants plus tôt, une ovation d'une trentaine de minutes concluait les dix ans de cette version iconoclaste du chef d'œuvre de William Shakespeare, mise en musique par Gérard Presgurvic, et dirigée par Kero®, marque déposée du metteur en scène Gábor Miklós Kerényi, également directeur de l'Opérette de Budapest. Alors qu'elle est jouée à Paris, en 2001, dans les décors du Roumain Petrika Ionescu, Kero® imagine cette comédie musicale dans son théâtre, mais avec moins de lyrisme et plus de « punch » est-européen.

« Il pousse ses comédiens dans un roman noir, avec des sonorités hard rock et hip hop », explique Zsolt Homonnay, interprète du comte Pâris. Roméo se pend, Juliette se coupe les veines, Montaigu et Capulet s'entretuent dans une

Vérone violente, suspendue dans un temps incertain. « *C'était insensé* », se souvient Gérard Presgurvic, qui accepte néanmoins le défi. Le succès est immédiat. Depuis 2004, plus d'un demi-million de spectateurs ont vu le show. Kero® décide alors en 2009 de dupliquer sa version au Théâtre d'opérette de Bucarest.

« **Gábor Miklós Kerényi pousse ses comédiens dans un roman noir, avec des sonorités hard rock et hip hop**

Première grande production internationale dans un théâtre public roumain, les répétitions deviennent « une véritable école du savoir-faire de ce genre artistique moderne », soutient Ernest Fazekas, Tybalt Capulet sur scène, et auteur de la version roumaine.

De nouveau, public et éloges affluent. Kero® ose donc aller plus loin : Capulet et Montaigu sont tour à tour hongrois et roumain, parlent et chantent dans les deux langues. La mise en scène ne change pas d'un iota, mais illustre les siècles de tourments fratricides entre les deux peuples. Joué une fois par an à Budapest et à Bucarest, le spectacle bilingue conclura aussi la présidence hongroise de l'UE, en 2011. Curieusement, malgré l'euphorie dans les salles, la plupart des médias des deux pays ont été plutôt discrets. « *Je ne pense pas que le message soit entièrement passé* », regrette Ernest Fazekas. Qu'importe, *Roméo et Juliette* ne sont pas prêts de quitter la scène... « *C'est reparti pour les dix prochaines années* », sourit Gábor Miklós Kerényi.

Andrei Popov

Photo : Budapesti Operettszínház



Le monde est ma scène, **#la Wallonie** est mon foyer

FRANCO DRAGONE

Franco Dragone illumine la planète de ses spectacles hors du commun. Aux côtés de milliers d'autres entrepreneurs, artistes, acteurs, designers et écrivains wallons, il exporte dans le monde entier un talent créatif typiquement belge.

La Wallonie, une ouverture sur le monde.



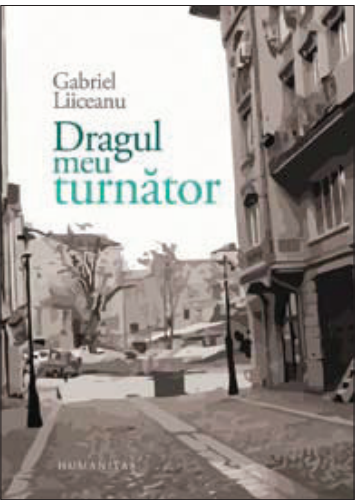
Wallonia.be

lire, écouter, voir

LIVRE

Mon cher détracteur

En 2012, Gabriel Liiceanu, philosophe et éditeur, a reçu la visite de l'un de ses anciens employés. Depuis longtemps à la retraite, l'ancien rédacteur voulait revendre ses actions au groupe éditorial. Quelques années auparavant, Gabriel Liiceanu avait appris, à travers les archives de la Securitate, que cet employé avait été l'un de ses détracteurs. Pendant plusieurs années avant 1989, il avait remis de nombreux rapports à la police politique de Ceaușescu, l'avait poursuivi et espionné. C'était à l'époque où Liiceanu, encore jeune chercheur, rentrait d'une bourse d'études en Allemagne. Celui qui allait devenir son détracteur puis, après la chute du régime communiste, son subalterne à la maison d'édition Humanitas, était alors son collègue à la *Revue de philosophie*. Il signait ses notes du nom de code « Christian ». Gabriel Liiceanu était, lui, « l'objectif Lungeanu ». Retour en 2012. Liiceanu revoit donc son ancien collègue. Et essaie de le confronter avec son passé. Il lui raconte avoir lu son dossier et l'avoir identifié sous le pseudo de « Christian ». Aucune réaction. C'est ainsi que l'idée d'un livre surgit : une série de lettres (de fait, d'authentiques essais littéraires) sur sa traque par la Securitate. *Dragul meu turnător* (Mon cher détracteur) est un témoignage profond sur une période encore trouble du passé récent. Gabriel Liiceanu parle de son maître Constantin Noica et de ses disciples, de la condition de jeune chercheur à l'Institut de philosophie à une époque où même l'accès aux livres classiques était interdit, des « poursuivis » et des « poursuivants », et de toutes les misères du régime communiste.



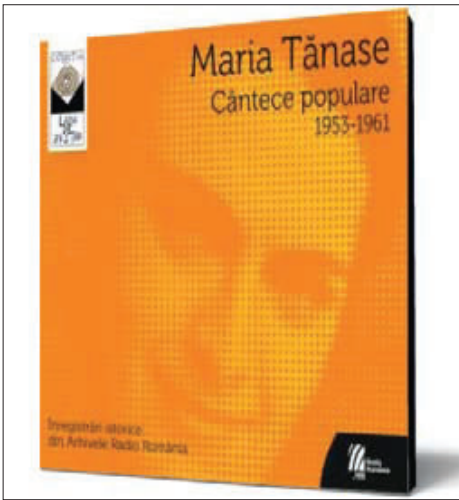
Gabriel Liiceanu, *Dragul meu turnător* (Mon cher détracteur), Editions Humanitas, 2013.

PAR MATEI MARTIN

MUSIQUE

Maria Tănase, encore méconnue

Elle est, par excellence, la voix de la chanson roumaine. Dans le Bucarest des années 30-40 que l'on appelait « le petit Paris », elle chantait en roumain et en français, elle faisait de la musique traditionnelle et du café-concert, elle découvrait et réinventait la musique tzigane des faubourgs. C'était à une époque mouvementée : la ville se modernisait, les périphéries de la capitale étaient alors une zone de transit entre le rural encore très lié aux traditions, et l'urbain qui cherchait la modernité. Cet échange a nourri la musique de Maria Tănase, et c'est ce mariage entre le passé et le présent qui explique son formidable succès. Avec un répertoire de plus de 400 chansons populaires de toutes les régions du pays, Maria Tănase fut une sorte d'encyclopédie de la culture populaire roumaine ; partout où elle allait chanter, elle recueillait de nouvelles chansons. Un travail sans égal et inimitable, malgré les nombreux émules qui ont suivi ses traces. Ses disques ont été vendus à des dizaines de milliers d'exemplaires, et elle est l'une des rares artistes roumaines à avoir gagné une réputation au-delà des frontières. Mais vu l'immensité de son œuvre, Maria Tănase reste encore méconnue. Ce double CD publié par la maison d'édition de la radio publique inclut toutes les chansons célèbres de Maria Tănase enregistrés dans les studios de Radio România (1953-1961). Quelques enregistrements et des fragments d'interview apparaissent aussi pour la première fois sur ce support CD. Un vrai trésor, redécouvert et restitué.



Maria Tănase, « Cîntece populare. 1953-1961 », double CD, Editura Casa Radio.

LE DESSIN DE SORINA VASILESCU...





LET THE SUNSHINE IN

La jeune « Sno » – son nom d'artiste – a laissé depuis le mois de novembre l'une de ses œuvres en extérieur ; elle la retouche de temps en temps, quand elle passe dans le quartier. « Let the sunshine in » est accroché juste à côté des containers rouge et noir qui forment le premier musée roumain de Street art.

Pop-Up, musée en plein air de street art, Selari 4, Bucarest.

Texte et photo : Julia Beurq



EN MARS FRANCOPHONE

Le GADIF (Groupe des Ambassades, Délégations et Institutions francophones en Roumanie) a présenté début mars les activités organisées à Bucarest et dans le pays durant le mois de la francophonie – mars 2014. Entre autres manifestations, à noter la Réunion de la Conférence des Présidents de l'Assemblée Parlementaire de la Francophonie Région Europe (APF) (du 20 au 24 mars, au Palais du Parlement), ou la soirée de Gala de la Francophonie, organisée par le ministère roumain des Affaires étrangères le 20 mars à l'Athénée roumain. Par ailleurs, durant ce mois de mars, le GADIF décernera une nouvelle fois le « label GADIF » à une institution roumaine en reconnaissance pour sa contribution à la défense et à la promotion de la langue française en Roumanie. Il y aura enfin les journées du film francophone du 19 au 30 mars, le colloque « D'une langue à l'autre. Bilinguisme et questionnement identitaire dans l'espace littéraire francophone », ou encore le festival « Francochanson ». Source : communiqué GADIF

Pour plus d'informations, visiter le site : www.20mars.francophonie.org.

agende • calendare • cărți • albume • pliante • postere

B-dul Metalurgiei 73-75, 041832, București, România
Tel: +40 (0) 21 306 61 00; Fax: +40 (0) 21 306 61 01

e-mail: comercial@artagrafica.ro
www.artagrafica.eu

REVUE DE PRESSE

Regard présente ici une sélection d'articles de la presse internationale traitant de l'actualité roumaine.

Des milliers de Roumains et Bulgares quittent l'Allemagne

Des milliers de Roumains et Bulgares plient bagages tous les mois. Environ 200.000 sont rentrés chez eux durant les deux dernières années, selon le bureau fédéral des statistiques, Destatis. Les retours vers la Roumanie ont augmenté de 20% durant la première moitié de l'année 2013 par rapport à 2012, passant de 50.265 à 60.450. Jochen Oltmer, professeur à l'université de Osnabrück, affirme que la plupart des Roumains et Bulgares restent en Allemagne pour quelques années seulement. Il s'agit surtout d'étudiants ou de professionnels qui restent peu d'années. « Ces citoyens ont eu

le droit de circuler librement depuis plusieurs années car les premières restrictions ont été libéralisées à partir de 2012, déclare M. Oltmer. Ce que le gouvernement a oublié de dire à la population est que bien plus d'opportunités que de dangers s'associent à l'immigration », ajoute-t-il. Toujours selon les statistiques de Destatis, la plus grosse vague d'immigration vers l'Allemagne a eu lieu depuis l'Italie entre 2012 et 2013.

www.thelocal.de (réseau européen d'informations en anglais basé à Berlin), le 24/02/2014

Mondial 2015 - La Roumanie et la Géorgie décrochent leur qualification

La Roumanie et la Géorgie ont obtenu leur billet pour le Mondial 2015 de rugby en Angleterre, après leurs victoires respectives face à l'Espagne et la Russie lors du Championnat d'Europe des nations. La Géorgie, qui a déjà participé à trois Mondiaux (2003, 2007 et 2011), a battu la Russie (36-10) à Tbilissi. Quant à la Roumanie, participante régulière à la Coupe du monde, elle s'est débarrassée de l'Espagne (32-6). Les deux sélections, qui ne peuvent plus être rejointes aux deux premières places de ce tournoi qualificatif pour la Coupe du monde, doivent se rencontrer le 15 mars à Tbilissi, pour un duel qui déterminera le vainqueur du Championnat mais aussi celui qui aura

l'honneur de jouer dans la poule (C) des champions du monde néo-zélandais, aux côtés de l'Argentine, des Tonga et d'un représentant africain. Le perdant de ce match retrouvera la France, l'Irlande, l'Italie et le Canada dans la poule D. La Russie espère désormais terminer troisième pour garder encore une chance de se qualifier. Il lui faudra passer par un match de barrage européen, probablement contre l'Allemagne, puis par deux autres rencontres de repêchage, d'abord face à un adversaire africain et ensuite contre une équipe asiatique ou américaine.

www.lematin.ch (site d'informations suisse), le 25/02/2014

Roumanie : Les autorités tuent plus de 180 chiens errants

Les autorités roumaines ont annoncé que 187 chiens errants avaient été tués à Bucarest, en accord avec la nouvelle loi sur l'euthanasie. Celle-ci fut approuvée suite à la mort d'un petit garçon attaqué par des chiens en août dernier. La loi prévoit que les chiens restés dans un chenil pendant plus de 14 jours sans qu'ils soient adoptés ou pris en charge à distance doivent être tués. Alors qu'environ 45 chiens ont déjà été adoptés, un millier pourraient être euthanasiés, a déclaré Răzvan Băncescu, porte-parole de l'Autorité pour la protection des animaux.

Il a également ajouté que les chiens euthanasiés ont été gardés dans des chenils pendant plus de cent jours. Avant cette loi, seuls les chiens malades étaient euthanasiés. On estime à 64.000 le nombre de chiens qui errent dans les rues de Bucarest. Quelque 250 personnes ont été mordues en janvier, contre 474 en septembre dernier.

The Washington Post (quotidien américain) avec Associated Press, le 20/02/2014

Roman : Nadia Comăneci, petite héroïne d'une Roumanie d'avant

L'écrivain Lola Lafon tisse un roman plein de finesse sur la trajectoire de la gymnaste roumaine, des Jeux olympiques de 1976 à sa fuite vers les Etats-Unis en 1989. En lui prêtant et en devinant sa voix, elle raconte aussi la Roumanie d'avant la chute, pays plus surprenant qu'il n'y paraît. 1976. Jeux olympiques de Montréal. Un phénomène : Nadia Comăneci. La gymnaste roumaine – 14 ans – survole les JO en alignant les notes maximales. On ne parle que d'elle. Comme le remarque Lola Lafon, dans le joli roman qu'elle lui consacre, toutes les petites filles de l'Ouest sont fascinées : « On dirait qu'elles ne craignent plus rien, de vrais garçons manqués [...], qui se suspendent aux branches les plus hautes des arbres et d'inventent en

justaucorps, transpirantes et décoiffées. » L'Amérique aussi regarde avec émerveillement la petite fille magique. Au point que la chaîne CBS-TV envoie Flip Wilson, une vedette, pour la rencontrer elle, son entraîneur et sa famille dans son village en Roumanie. Une émission haute en couleur locale. Mais un mot est « escamoté », note Lola Lafon : « communiste ». Et pourtant, Nadia Comăneci figure aussi une « héroïne du travail socialiste : Elle est l'enfant nouvelle du progrès, plus moderne encore que l'industrie pétrolière roumaine en pleine expansion ».

Eléonore Sulser pour Le Temps (quotidien suisse), le 15/02/2014



Où trouver Regard ?

Kiosques



La chronique

DE LUCA NICULESCU

GOVERNEMENT DE TRANSITION

En règle générale, un nouveau gouvernement dispose de cent jours pour convaincre. Trois mois environ pendant lesquels la presse et l'opposition ne sortent pas l'artillerie lourde. Cette règle tient du passé car le nouveau gouvernement de Victor Ponta n'a même pas bénéficié de 100 minutes de délai de grâce. Dès l'annonce des nouveaux ministres, les critiques et les ironies ont commencé à pleuvoir.

La première visée ? La nouvelle ministre des Finances, la trentenaire Ioana Petrescu, qui a fait ses études à Harvard et qui depuis quelques mois était conseillère du Premier ministre. Avant de lui poser la moindre question sur la façon dont elle comptait diriger ce ministère phare, les critiques ont sorti un papier qu'elle avait publié il y a quelques mois dans *Ziarul Financiar* où Mme Petrescu, en utilisant un fait divers auquel elle venait d'assister, arrivait à la conclusion suivante : il est quand même bien de payer ses impôts. Son style un brin naïf lui a attiré les moqueries d'une bonne partie de la presse...

Pour Răzvan Nicolescu, les attaques ont visé un autre volet. Nouveau ministre de l'Énergie, cet excellent spécialiste de la question (il était à Bruxelles l'un des responsables de l'Agence européenne de réglementation de l'énergie) a occupé, par le passé, un poste de directeur chez Petrom, le plus important acteur sur le marché du carburant en Roumanie. D'où les suspicions d'une possible sympathie de la part du nouveau ministre envers Petrom. Or, comme le criait les jeunes sortis dans la rue il y a quelques mois, « *ce n'est pas la corporation qui doit s'occuper de la législation* »...

D'autres ministres ont été critiqués pour leur manque visible d'expérience, comme Bogdan Stanoevici, comédien roumain qui a vécu plus de vingt ans en France. Nommé ministre des Roumains vivant à l'étranger, celui-ci a reconnu ne pas trop connaître le domaine, mais a promis de vite s'attaquer au sujet.

De fait, l'ensemble de la presse ne prend pas trop au sérieux ce nouveau gouvernement, fruit d'une coalition entre le Parti social démocrate, deux de ses satellites (le Parti conservateur et l'Union pour le progrès) et l'UDMR, l'Union des Hongrois de Roumanie. Quoi qu'il en soit, le nouvel exécutif risque d'avoir une vie courte. L'élection présidentielle, prévue fin novembre, amènera un nouveau chef de l'État. Et après l'explosion de la coalition avec le Parti libéral, le Premier ministre Victor Ponta pourrait être contraint de se présenter à cette élection. Qu'il soit gagnant ou perdant, il ne sera plus Premier ministre. Ce nouveau gouvernement qui met en avant des jeunes ayant peu d'expérience mais une image non ternie par des scandales de corruption n'aura alors été qu'un gouvernement de transition.

Luca Niculescu est rédacteur en chef de RFI Roumanie.

Abonnez-vous dès maintenant à **REGARD**
Pour vous abonner ? C'est simple !

en ligne
par e-mail: catalina@regard.ro
ou
via le site Internet www.regard.ro

par téléphone
+ (4) 0742 204 402

REGARD EST UNE PUBLICATION DE
FUNDATIA FRANCOFONIA

Président
Bruno Roche

Comité de direction
Laurent Couderc, Serge Gonvers,
Jacqueline Laye, Bruno Roche,
Didier Varlot

Rédacteur en chef
Laurent Couderc

Secrétaire générale de rédaction
Cătălina Kahn

Ont participé à la rédaction de ce numéro
Béatrice Aguetant, Elodie Auffray, Julia
Beurq, Mihaela Cărbunaru, Daniela
Coman, Nicolas Don, Matei Martin, Jonas
Mercier Mure-Ravaud, Luca Niculescu,
Alexandra Pop, Andrei Popov, Benjamin
Ribout, Răzvan Roceanu, Mihaela Rodină,
Michael Schroeder, Ioana Stăncescu,
Isabelle Wesselingh

Maquette
Anamaria Pravencu

Agences, photos et illustrations
Mihai Barbu, Julia Beurq, Bulent Kilic (AFP/
Photo), Amine Landoulsi, Irina Stelea,
Adrian Stoicoviciu, Radu Tuta, Sorina
Vasilescu, Mediafax

Imprimerie
Imprimeria Arta Grafică

Web Master
Marius Weber

REGARD remercie vivement ses partenaires



L'ÉQUIPE NU DEPINDE
DE LA NATIONALITÉ,
L'ÉQUIPE, O FORMĂ DE SOLIDARITÉ.
ECHIPA, UN EXPERIMENT,
UNE IDÉE OPTIMISTE,
INGREDIENTUL PARTENERIATULUI ALTRUISTE.

BANCA TA. TON ÉQUIPE



GRUPE SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Une langue. O echipă.

20 mars 2014. BRD célèbre Francophonie în România.